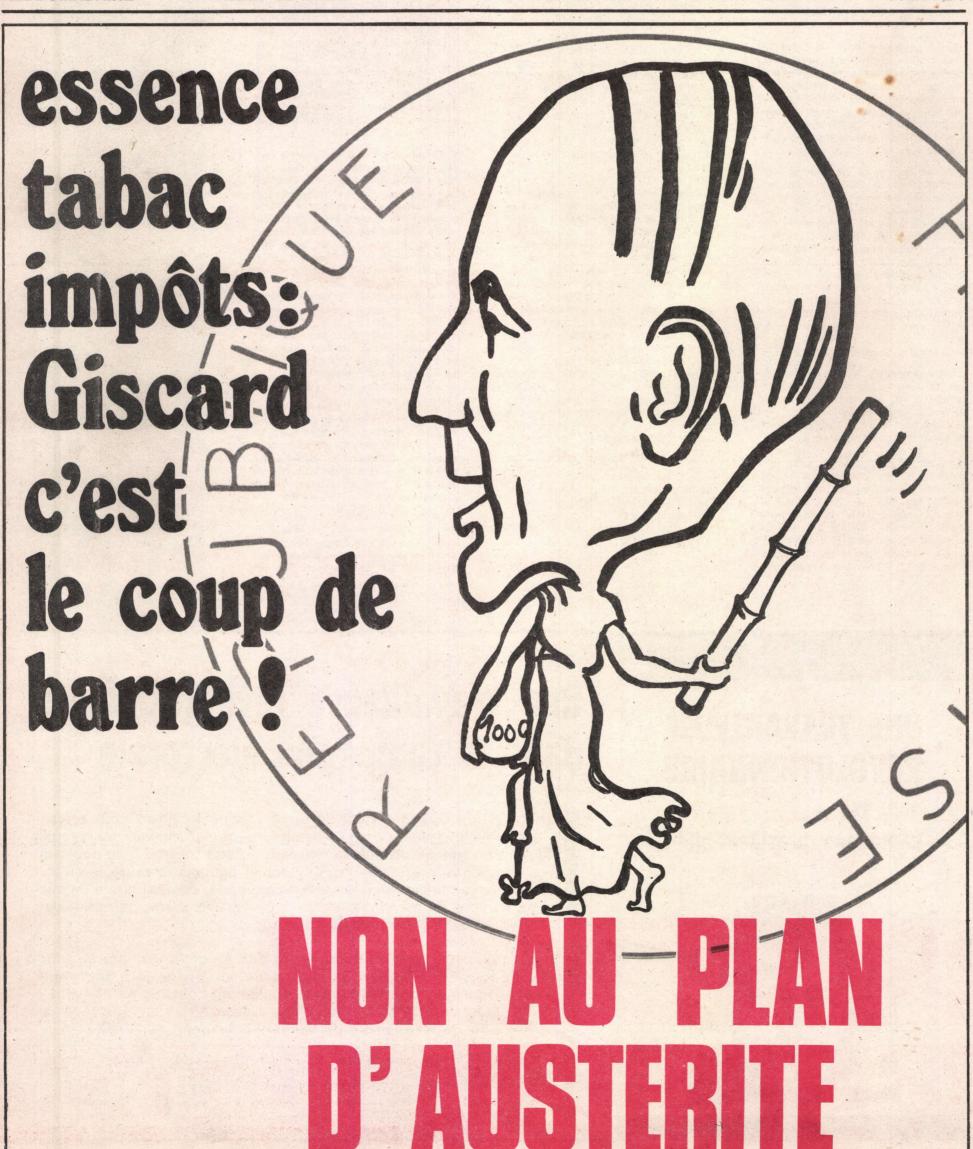
HEBDOMADAIRE

PARAIT LE MARDI

N° 302 — SEMAINE DU 11 AU 17 JUIN 1974

PRIX : 2 F



courrier

Que faire maintenant?

Et maintenant ? Que faire ? Giscard, vainqueur, s'installe à l'Elysée, avec l'intention au début de son septennat, de lâcher du lest aux ouvriers et engager un programme social pour désarmer, ou tout au moins apaiser, l'opposition; tandis que le PCF, avec son demi-succès, laissera entretenir l'espoir que la montée va continuer pour, dans quatre ans, sept ans ou quatorze ans, obtenir enfin la possibilité de réaliser un Programme commun, vieilli ou dépassé. Tout cela est-il possible, raisonnable pour un esprit révolutionnai-

Est-il également possible de continuer comme avant dans notre lutte, c'est-à-dire d'essayer de faire entendre des sourds qui ne veulent pas entendre, d'employer des méthodes qui, au plus, apportent quelques milliers de voix aux élections, mais ne créent pas de climat de force et d'espoir de vaincre?

Verra-t-on comme par devant des manifestations du PCF consistant en promenades pacifiques bien encadrées, ou des grèves grotesques, à contretemps, impopulaires, inefficaces et désespérantes? Verra-t-on des ouvriers encadrés dans un soi-disant Parti Communiste, aux ordres de Moscou, qui sacrifie la classe ouvrière de notre pays au capitalisme comme l'a démontrée la visite de l'ambassadeur soviétique à Giscard? Verra-t-on des gauchistes de pointe se faire casser la figure par des CRS à la grande satisfaction de la bourgeoisie et du PCF?

Non, camarades, il faut en finir, et vite, car nous ne bâtissons pas dans la tranquillité, et en face, nos ennemis veillent et, attentifs à nos fautes, en profitent pour détruire d'un seul coup ce qu'on met des mois à construire.

Ne pensez-vous pas enfin qu'un colloque de toutes les formations communistes (les vraies) soit décidé pour essayer non point de nous entendre idéologiquement, mais de nous mettre d'accord sur les luttes à venir ? Et selon le vrai principe révolutionnaire, il faut marcher séparément et frapper ensemble. Il y a beaucoup à faire, mais

peu de choses si c'est dans le bon chemin.

Tous ceux qui sont déçus des élections le sont aussi des voies préconisées par le Programme commun. Ils sont prêts à prendre un autre chemin... mais ils ne décideront rien tout seuls si on ne les conduit pas. Aussi, faute pour nous de rassembler dans une lutte efficace tous ces espoirs décus, rejoindront-ils bientôt le seul hâvre qui leur semble être offert, aussi peu efficace qu'il soit, le PCF éternel et démobilisateur.

Camarades, c'est à nous de jouer et de bien jouer, sans faire de fau-

Organisons en commun notre combat, en réunissant tout ce qui compte de vrais révolutionnaires, avec un esprit conciliant dans l'idéologie, mais intransigeant dans les formes de lutte... et bientôt, très bientôt, je suis sûr que trembleront les forces capitalistes qui, ce jour, triomphent de justesse contre un soi-disant ennemi qui n'en est pas un.

Je propose donc, moi camarade de base inorganisé (parce que jusque-là déçu) que se réunissent dans un colloque tous ceux qui veulent vraiment changer la société de consommation et de gaspillage en société collectiviste et socialiste. Qu'ils fassent leur « mea culpa ». Qu'ils donnent leurs raisons d'espérer et les succès obtenus. Que tout cela soit analysé correctement et qu'ensuite on décide où, quand, comment, il faut frapper. Dans les trois années qui viennent, tout peut changer. Non seulement en France mais dans le monde entier règne un climat réel de lutte et de volonté de changement qui n'a encore abouti au succès qu'à cause de notre inexpérience. Cependant, cette expérience aujourd'hui se consolide, et grâce à elle, à notre vo onté de lutte, tout est possible.

Si Lutte Ouvrière prend l'initiative de ce colloque, début de notre plan de bataille, je suis absolument certain du succès.

Salut fraternel.

F.N., Paris-4°.

Le mouvement révolutionnaire continue-t-il « comme avant » ? Cela vautil de se décourager, de se déclarer « déçu » et de rechercher des succédanés, comme un colloque des organisations « vraiment communistes » qui, par miracle, résoudraient tous les problèmes que des années de lutte n'ont pas réglés?

Au gré de bien des révolutionnaires les choses vont toujours trop lentement. Mais il suffit de regarder en arrière pour regarder le chemin parcouru. Il y a dix ans seulement, le mouvement révolutionnaire était en France bien trop faible pour présenter des candidats aux élections présidentielles ou législatives, trop faible pour peser réellement dans les luttes de la classe ouvrière. Aujourd'hui il compte. Falblement certes, mais il compte. Il compte dans les luttes de la classe ouvrière et il compte même sur le plan électoral. Et plus personne ne conteste qu'il soit devenu un courant réel dans la classe ouvrière.

Eh bien, c'est cela qui importe réellement pour l'avenir de la classe ouvrière, et ne sont déçus des élections que ceux qui avaient l'illusion que l'on peut « changer la vie » par le bulletin de vote. Car l'avenir de la classe ouvrière dépend de ses luttes, de sa conscience et non du fait qu'un Giscard ait devancé un Mitterrand de un pour cent des voix. Et cette conscience est portée par des militants qui donnent à la classe ouvrière confiance en elle, confiance dans ses propres forces. Ce sont eux, c'est l'implantation grandissante des révolutionnaires qui sont ainsi le meilleur gage de l'avenir. Le gage que la classe ouvrière ne sera pas toujours trompée et flouée, qu'elle tire de plus en plus les leçons du passé.

« Tout peut changer en trois ans »? Peut-être, mais ce ne sera pas en changeant de voie. Ce sera en continuant, en accentuant le travail entrepris par les révolutionnaires depuis des années pour s'implanter dans la classe ouvrière.

Ce sera le résultat de ce travail des années passées et non le résultat de la décision formel e d'organiser un colloque aussi large soit-il. Ce colloque existe en fait. La confrontation des

idées des révolutionnaires se fait chaque jour dans leur activité, dans leurs rencontres, dans les luttes auxquelles ils participent. C'est aussi à travers de telles confrontations que le mouvement révolutionnaire progresse. Et si les divergences qui n'ont pas été surmontées hier peuvent l'être demain ce sera le résultat non pas de tel ou tel colloque formel mais des pas en avant faits par les révolutionnaires dans le mouvement réel de la classe ouvrière.



UNE TRAVAILLEUSE REVOLUTIONNAIRE dans la campagne présidentielle

Interventions télévisées et textes divers



Une travailleuse révolutionnaire dans la campagne électorale

Lutte Ouvrière vient de publier, sous le titre : Une travailleuse révolutionnaire dans la campagne présidentielle, un recueil des interventions de notre camarade Arlette Laguiller, au cours de sa campagne présidentielle. Ce recueil comprend, outre les interventions radiotélévisées de notre camarade, des extraits d'un certain nombre de meetings, et, en annexe, une partie de nos textes politiques édités pendant la campagne.

La campagne d'Arlette, ainsi, doit se prolonger par la diffusion de ce livre. Celui-ci est disponible, au prix de 15 F, dans tous les kiosques de presse. On peut également l'obtenir en écrivant à Lutte Ouvrière, BP 233-75865 Paris Cédex 18 et en joignant un chèque de 15 F (à l'ordre de Michel Rodinson).

LISEZ, FAITES LIRE UNE TRAVAILLEUSE REVOLUTION-NAIRE DANS LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE!

EDITORIAL

Essence, tabac, impôts : Giscard, c'est le coup de barre

Non au plan d'austérité

IEN sûr, ce ne sont que des bruits et jusqu'ici nulle déclaration gouvernementale n'est venue les confirmer. Pourtant la presse écrite et parlée a fait état de prochaines et sérieuses augmentations en particulier sur l'essence et le tabac. On a aussi parlé du paiement de l'impôt en juillet et d'autres mesures destinées, paraît-il, à juguler l'inflation.

Peut-être ces bruits ne sont-ils qu'un ballon d'essai pour tester l'opinion, ou une sorte de mise en condition de la population afin de lui faire accepter ensuite des mesures moins rigoureuses, ou qui paraîtront telles à côté de celles annoncées aujourd'hui. Il est possible enfin que ce ne soient que des indiscrétions traduisant les intentions réelles du gouvernement.

Dans tous les cas, une chose est certaine : ce que prépare le nouveau gouvernement ne sera pas bon pour les travailleurs.

L'équipe Giscard-Chirac avec ses quinze ministres et ses vingt et un secrétaires d'Etat - il faut des postes pour tous les amis et tous les ralliés - est évidemment du côté des possédants. Personne n'en doute parmi les travailleurs. Personne n'en a jamais

L'homme qui, lorsqu'il était aux Finances, a toujours su servir les riches, se retrouve aujourd'hui à la tête de l'Etat et sa politique sera celle des années passées : tenter de faire payer aux travailleurs et à la population laborieuse les frais de la crise et de l'inflation. Pour mieux faire avaler la pilule, le nouveau gouvernement parle d'accorder la priorité des priorités à la situation de l'emploi et monte tout un bluff avec Chrysler et la CFT pour faire croire qu'il est décidé à empêcher les licenciements collectifs. C'est de la poudre aux yeux, le gouvernement veut nous faire croire qu'on ne peut pas à la fois lutter contre le chômage et l'inflation et qu'il faut bien choisir.

Mais il est faux de dire que les travailleurs n'ont le choix qu'entre le chômage et les bas salaires, il

est faux de dire que les travailleurs doivent produire pour l'exportation, sans revendiquer en attendant que se redresse la situation financière et commerciale du pays. Cela, ce sont les solutions imaginées par les patrons pour passer la crise sans toucher à leurs profits et à leur capital. Parce que leur profit et leur capital, c'est sacré, tant pis pour le salaire de l'ouvrier, tant pis pour son emploi. Ce qui compte, c'est de vendre, à l'étranger de préférence, pour faire rentrer des devises et continuer à empocher les bénéfices.

Eh bien non, les travailleurs n'ont que faire des solutions des patrons. Ils n'ont jamais bénéficié du système. Pourquoi, aujourd'hui, feraient-ils les frais de la crise qui affecte toute l'économie ? Pourquoi ne serait-ce pas aux patrons, à ceux qui se sont enrichis quand tout allait bien, à ceux qui ont du capital et des arrières, pourquoi ne serait-ce pas à eux de payer ? Parce qu'ils ont le pouvoir ? Parce qu'ils ont un homme à eux à la tête de l'Etat et des tas de serviteurs au gouvernement ? Parce que le 19 mai les espoirs des travailleurs ont été une fois de plus déçus ?

Allons donc, les bourgeois possèdent l'Etat, c'est vrai, mais les travailleurs, qui sont au cœur de la production, possèdent une force énorme, décisive, celle de pouvoir tout arrêter parce qu'ils font tout fonctionner. Ils ne doivent pas céder au chantage des possédants ; ils ne doivent pas se laisser décourager par des élections qui ne sont qu'un jeu truqué. Les travailleurs ont la force et la possibilité de s'opposer aux mesures gouvernementales ; ils ont la force et la possibilité de s'opposer aux patrons, aux trusts et aux banquiers qui voudraient leur faire payer la crise. Parce qu'ils font tout, ils peuvent et doivent, en se payant s'il le faut sur le capital, empêcher tout licenciement collectif, exiger le partage du travail entre tous et imposer une véritable échelle mobile des salaires, automatique et mensuelle, basée sur des indices contrôlés par les travailleurs et leurs organisations.

Les assassins du peuple chilien jugent les dirigeants de l'Unité Populaire

de trente-cinq dirigeants de l'Unité muniste, socialiste, radical et MAPU.

Parmi eux, Luis Corvalan, secrétaire général du Parti communiste chi-

Jusqu'à présent, ils étaient détenus à l'île Dawson. Ils viennent d'être transférés dans les prisons militaires de Santiago, avant de passer devant les conseils de guerre de la junte.

Aucune information ne permet pour l'instant de savoir quelle parodie de justice la junte leur prépare et de quoi ils vont être accusés.

Mais cela importe peu pour la junte, il suffit d'avoir participé à l'Unité Populaire, soutenu le gouvernement Allende pour être un criminel.

Et ce crime, elle l'a déià condamné. Pour trente-cinq dirigeants, dont on connaît les noms, qui vont pouvoir, qui doivent bénéficier de toute

Au Chili vient de s'ouvrir le procès combien de militants, combien de travailleurs sont morts dans les pri-Populaire, membres des partis com- sons, sous la torture, dans la rue, sans que personne n'en sache rien, ou sans que ceux qui savent puissent témoigner?

> La junte militaire a décidé « d'extirper le marxisme » du Chili. C'està-dire d'anéantir toute une génération de militants, terroriser la population. Depuis le coup d'Etat, ce sont des milliers de militants qui ont dis-

La dictature qui s'est abattue sur le Chili ne s'est pas embarrassée de formes. Les militaires ont traqué, emprisonné, torturé, assassiné sans autre justification que celle des

Les vainqueurs du coup d'Etat étaient jusqu'à présent restés la plupart du temps sourds aux protestations des diplomates, journalistes ou la solidarité internationale possible, politiciens libéraux qui, présents au

Chili, pouvaient deviner l'ampleur de la répression.

Alors peut-être aujourd'hui, s'agissant de dirigeants de premier plan, la junte va essayer en montant ce procès de justifier cette répression, de présenter un visage plus respectable.

Souvent les pires dictatures éprouvent ce besoin. Même s'il est évident pour qui veut ouvrir les yeux que le procès est fabriqué de toute pièce, même s'il est évident que les accusés n'y ont aucun droit.

Quel que soit le jugement que nous portons sur la politique des dirigeants de l'Unité Populaire, nous sommes bien évidemment totalement solidaires d'eux face à la junte.

La junte ose faire le procès des dirigeants de l'Unité Populaire, nous devons faire le procès de la junte, dénoncer ses crimes, exiger la libération de tous les détenus politiques au Chili.

Jacques LENOIR.

sommaire

EN FRANCE

Leur société pourrie

- Maquignonnages, bousculade autour de la mangeoire : la nouvelle majorité est en
- Le droit de vote à 18 ans, une opération

- A Etampes, les travailleurs immigrés ne veulent pas de flics dans leur foyer.
- Qui faut-il interner ?
- Quatre mois après la mort de Patrick Mirval, la justice n'est pas pressée.
- L'objectif n° 1 deş enseignants : l'abandon du projet Fontanet.

Les hôpitaux malades du manque de cré-

Dans les entreprises

Page 14

- Tachon toujours occupé.
- Au Crédit Lyonnais : stop... stop... stop au
- Général Motors : le plus gros trust du monde paie ses difficultés avec le salaire de ses ouvriers.
- Chez Simca, les 700 licenciements : une mise en scène.

- Crédit Lyonnais (Paris) : aux élections du CE, le personnel vote pour le camp de la grève.
- Gaz de France : une politique à courte

Page 16

- Echos des entreprises.

DANS LE MONDE

Page 4

La seconde mort de Messali Hadj.

- 6 juin 1944 : le débarquement de Norman-
- De Gaulle, le PC et le débarquement a!lié.
- La politique américaine.

- L'Irlande au bord de la guerre civile.
- Aux Antilles, de septennat en septennat, la répression coloniale continue.
- Le Kurdistan sous les bombes.

DIVERS

Page 2

Courrier des lecteurs.

Revue de la presse d'extrême-gauche : après les é'ections présidentielles.

Pages 10-11

- Notre fête 1974 : les allocutions de notre camarade Arlette Laguiller.

Pages 12-13

- Souscription pour la campagne d'Arlette Laguiller.

- Feuilleton : Le dernier civil, de Ernst Glae-

- Cinéma : Toute une vie, de Claude Lelouch.
- Livres : Le petit livre juridique des travailleurs immigrés, édité par le GISTI.

ABONNE-TOI A



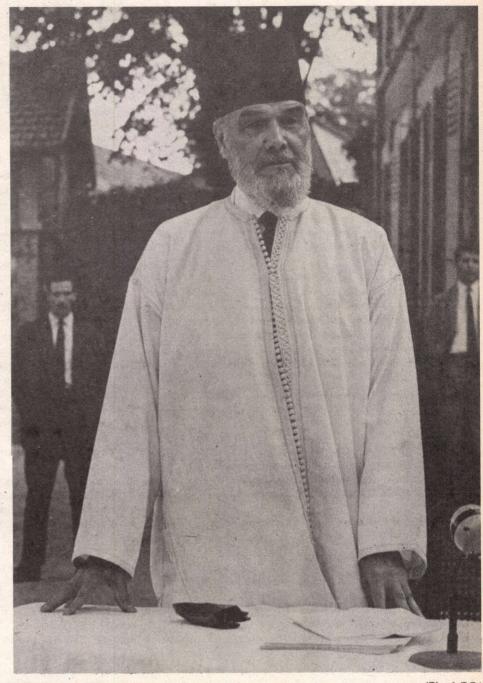
Abonnement 1 an: 50 F

LA SECONDE MORT DE MESSALI HADJ

Messali Hadj est mort la semaine dernière à Paris. Celui qui fut l'un des premiers militants nationalistes algériens dès avant la guerre s'est retrouvé à l'écart du combat pour l'indépendance en 1954. Il a achevé de se déconsidérer en acceptant de prêter la main au jeu politique de la bourgeoisie française au début des années 60 et est finalement mort en exil.

Messali Hadj, malgré l'affirmation de son attachement au prolétariat, a bien été un leader nationaliste. Toute sa politique en fait foi. Mais de surcroît, c'était un leader nationaliste qui n'a pas été suffisamment clairvoyant pour sentir le moment où il était nécessaire de s'engager les armes à la main contre l'impérialisme français. Même sur le terrain du nationalisme, il n'a pas su donner à ceux qui avaient la volonté de se battre contre l'occupation coloniale la possibilité de le faire.

Pourtant, pendant des années, non seulement Messali Hadj était considéré comme un radical, mais de surcroît, un radical qui s'appuyait sur des travailleurs.



(Ph. A.F.P.)

Messali Hadj, après avoir flirté quelques années avec le PCF s'est orienté très vite vers le nationalisme. Ayant soustrait la rédaction de l'Etolle Nord Africaine à l'influence du PC, il fonde le premier parti nationaliste algérien, le PPA, en 1935, sur un programme simple : « indépendance de l'Algérie, retrait des troupes d'occupation, naissance d'une armée nationale ». Le succès du PPA est d'autant plus grand qu'il est servi par les incontestables talents d'orateur de Messali.

Evidemment, un tel succès sur un tel programme amène la dissolution du PPA par les autorités françaises et de nombreux emprisonnements pour Messali Hadj.

Après guerre, alors que Messali est assigné à résidence, que le PPA est toujours réduit à la clandestinité et que ses militants sont pourchassés, Ferhat Abbas, représentant une moyenne bourgeoisie algérienne beaucoup plus modérée dans ses revendications, fonde l'Union Démocratique du Manifeste Algérien et remporte onze sièges aux élections législatives de 1946. Dès lors, Messali Hadj, sentant le danger d'une concurrence sérieuse, se lance à son tour dans la voie parlementaire. Il fonde le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques, paravent légal du PPA, et remporte un vif succès aux élections municipales de 1947.

Ainsi Messali Hadj, sans perspectives bien précises, avance ses pions à tâtons avec comme souci essentiel de garder pour lui la représentativité du mouvement national algérien et ne pas se laisser distancer par qui que ce soit et surtout pas par Ferhat Abbas, plus à même que quiconque, à l'époque, de lui porter ombrage.

Ses préoccupations du moment l'amènent à se désintéresser puis carrément à désapprouver la création, décidée à la fin de 1946 par un congrès clandestin du PPA, d'une Organisation Spéciale destinée à préparer le passage à la lutte armée. En 1950, l'OS compte un nombre relativement important de membres en Algérie qui ont appris le maniement des armes, les techniques de guerilla, la fabrication des explosifs. Mais son activité se limite à quelques attentats qui passent inaperçus et elle sera démantelée par la police en 1950 sans même avoir commencé à livrer combat.

Messali, toujours préoccupé de couper l'herbe sous le pied de Ferhat Abbas sur les chemins de la légalité, estime que les conditions ne sont pas réunies pour passer à la lutte armée. Pourtant les voies légales ne peuvent laisser aucune illusion : aux élections d'avril 1948, trente-six des cinquante-neuf candidats du MTLD sont arrêtés préventivement, et en 1951 ni le MTLD ni l'UDMA n'auront d'élus : les techniques de fraudes sont alors bien au point !

Le parti se perd alors en dissenssions internes. Les cadres les plus ardents de l'OS s'impatientent et c'est finalement en rompant avec Messali Hadj qu'ils entameront le 1er novembre 1954 la lutte armée et créeront le FLN.

Messali Hadj a laissé passer l'occasion et c'est ainsi que le parti le plus nombreux, le plus connu, le mieux implanté, tant en Algérie que dans l'émigration en France, sera complètement à l'écart de la lutte pour l'indépendance. Et c'est en 1954, qu'on peut dater la mort politique de Messali Hadj.

Il faut dire que Messali refuse la place que ses anciens lieutenants lui offrent à la tête du Front de Libération Nationale. Il sait qu'il ne serait plus alors le dirigeant incontesté d'un parti qui serait son instrument vers le pouvoir, mais qu'au contraire il en serait l'otage dont on utiliserait le prestige. Comme tous les leaders nationalistes, c'est d'abord sa carte personnelle que Messali entend jouer.

Et tout comme il avait créé le MTLD pour faire pièce à Ferhat Abbas, il s'empresse de créer le MNA pour faire pièce au FLN, mettant sur pieds des maquis concurrents. Il essaie de rattraper le temps perdu en reprenant à son compte les actions du FLN. Le passé de Messali Hadj fait illusion pendant quelque temps encore et ses sympathies communisantes de la première heure amènent certains à le soutenir sans réserve, présentant le MNA comme le parti révolutionnaire pro-létarien de la révolution algérienne.

Mais le MNA perdra rapidement l'implantation qu'il avait acquise dans l'émigration algérienne en France car le prestige du FLN va grandissant. En Algérie même les maquis MNA seront impitoyablement écrasés par le FLN. Et certains chefs MNA comme Bellounis en viendront à proposer leur alliance aux troupes françaises, afin d'éviter, — sans succès —, d'être complètement éliminés de la scène.

Dans ces conditions, Messali Hadj tente de jouer le rôle de troisième force que l'impérialisme français veut opposer au FLN. Il accepte ainsi en 1961 d'entrer dans le jeu de la politique française en tentant de simposer à la table des négociations. Mais l'opération fait long feu : Messali Hadj ne représente plus rien. Il n'est plus rien. Seule sa mort fera reparler une fois encore, de lui.

Dominique CHABLIS.

Maquignonnages, bousculades autour de la mangeoire :

La nouvelle majorité est en place

Voilà donc l'équipe gouvernementale de Chirac au grand complet, secrétaires d'Etat compris. Il y en a vingt et un, parmi lesquels - ce qui est promis, est promis — deux femmes. L'une s'occupera des détenus en prison, l'autre des écoles maternelles. Grande innovation à la Giscard-Chirac ; désormais une dame de charité portera le titre de secrétaire d'Etat et pour faire bonne mesure, on aura casé une autre femme à un poste en rapport avec l'idée que ces messieurs se font du rôle et de la vocation de la femme. Voilà en tous les cas pour la promotion féminine, et avec cela, Giscard se considère quitte de ses promesses électorales.

Ce qui devait être la bombe dans le choix des secrétaires d'Etat, à savoir la désignation de la directrice de l'Express Françoise Giroud, aura finalement fait long feu. Est-ce parce que l'UDR a vraiment trop rechigné à l'annonce de cette nouvelle, ou plus simplement parce que Françoise Giroud n'est pas chaude à l'idée d'accompagner son patron et ami Servan-Schreiber dans ses nouvelles — et brèves — activités ministérielles, allez savoir.

En tous les cas, quel dommage pour l'image de marque du gouvernement, quel dommage pour l'ouverture! Le gouvernement n'aurait-il pas compris ainsi une personnalité qui est a lée jusqu'à voter pour Mitterrand? Et qui plus est, une femme?

Le nouveau gouvernement au complet reflètera donc la nouvelle majorité présidentielle. Certains — de préférence ceux qui ont été les plus spectaculaires dans leurs reniements ou dans leur capacité de maquignonner dans l'intérêt de Giscard — ont les gros morceaux ministériels. D'autres ont des lots de consolation. D'autres encore ont juste le minimum absolu pour les empêcher de se retirer dans une opposition boudeuse. Si c'est l'UDR qui a eu le plus de secrétaires d'Etat en guise de consolation, le nombre de ceux-ci ne changera pas le caractère de l'équipe gouvernementale où la principale formation parlementaire du régime est réduite à la portion congrue, contrainte de surcroît de subir la promiscuité, voire la prédominance, d'adversaires politiques de longue date ou de transfuges issus de ses propres rangs.

Cette majorité présidentielle nouvelle, Chirac l'a retrouvée également au Parlement où le vote de confiance lui a assuré une confortable ayance sur l'opposition. Le résultat était prévisible, car les Centristes et les Républicains Indépendants avaient toutes les raisons de voter des deux mains pour le gouvernement et quant à l'UDR, de toute manière, elle n'avait pas le choix de faire autrement si elle voulait éviter une dissolution suivie d'autres élections qui, dans les conditions actuelles, ne pourraient être que catastrophiques pour elle.

Malgré la quasi-certitude d'avoir une majorité parlementaire acquise d'avance, Chirac a préféré prendre ses précautions : en repoussant la désignation des secrétaires d'Etat pour après le vote de confiance, il a complété le bâton de la dissolution avec la carotte de quelques maroquins.

Ainsi donc, Chirac a sa majorité. Pour reprendre le délicat euphémisme d'un quotidien, cette majorité « n'est pas exempte d'ambiguïtés ». C'est vraiment le moins que l'on puisse dire de cette majorité, faite de bric et de broc, où la droite un moment unifiée par De Gaulle se retrouve décomposée comme naguère; où se côtoient des atlantistes convaincus et ceux qui le sont du contraire, les chauds partisans de la force de frappe ou du Concorde et ceux qui avaient voué aux gémonies l'une comme l'autre.

Ce conglomérat hétéroclite a cependant de puissantes raisons, parallèles sinon identiques, de coexister dans la même majorité : les uns y sont parce qu'ils ont largement été servis ; les autres parce qu'ils pourraient l'être encore plus mal; d'autres enfin parce que l'espoir fait vivre... En tous les cas, la nouvelle majorité, c'est cette peu ragoûtante et peu joyeuse bousculade autour de la mangeoire.

Cette majorité parlementaire est dérisoire malgré son importance numérique. Ou plutôt précisément à cause de cela, tellement le décalage est important, même entre cette forte majorité parlementaire et la majorité électorale étriquée des présidentielles. Pourtant, même le pays légal tel qu'il est apparu dans ces présidentielles est, ô combien, loin du pays réel, du pays de ceux qui travaillent et qui créent.

Alors, sur le plan de l'arithmétique parlementaire, Chirac peut se sentir fort d'avoir ajouté Centristes et Réformateurs à l'UDR. Mais c'est une force factice. L'électorat ne représente pas le pays, et le Parlement ne représente même pas l'électorat. Les travailleurs auront l'occasion d'en administrer la preuve lorsqu'ils engageront le combat contre le plan d'austérité, première œuvre de la nouvelle majorité.

Georges KALDY.



(Ph. U.P.I.)

J.J. S.S. " DÉMISSIONÉ "

L'expérience d'ouverture de Giscard d'Estaing est décidément mal partie. A peine dix jours après que sa participation au gouvernement a été annoncée, JJSS, par un de ces coups spectaculaires dont il a la spécialité, se mettait hors de l'équipe Chirac.

C'est que Servan-Schreiber, que le poste de ministre des Réformes payait de son soutien à Giscard d'Estaing lors du deuxième tour des élections présidentielles, a tenu à signifier que, s'il est tout à fait d'accord pour se précipiter sur la « mangeoire » gouvernementale, ce n'est pas à n'importe quel prix. Accepter de se compromettre dans la politique gouvernementale, de perdre sa confortable place d'opposant « indépendant », et qui plus est son mandat de député, incompatible avec celui de ministre avec pour seul paiement le portefeuille créé pour la circonstance de ministre des Réformes, n'était-ce pas un marché de dupes ?

Les essais nucléaires déclenchés dans le Pacifique, une fois de plus, sans le moindre scrupule pour les risques encourus par la population de la région, ont en tout cas forcé rapidement JJSS à un choix. Ne rien dire de ces essais, ne pas manifester de désaccord, alors qu'il y a à peine un an il se déplaçait spectaculairement dans le Pacifique pour affirmer son désaccord « de principe » avec ces mêmes essais, c'eût été permettre à tout le monde de dire que Servan-Schreiber se vend pour un plat de lentilles. Alors que tout le monde s'interroge sur la solidité réelle du gouvernement Chirac, l'habileté, pour un homme qui ne cache pas ses ambitions, n'était-ce pas de faire monter les enchères et de se retirer d'une opération qui est peut-être plus douteuse que payante. En acceptant, il y a dix jours un poste de ministre, J.J.S.S. a démontré qu'il était prêt à se vendre. En se retirant spectaculai-

rement, il se place de nouveau sur le marché.

Il a donc jugé finalement plus politique de se mettre « en réserve de la république ». Le temps n'ayant pas entamé ses talents de comédien, il a pu proclamer avec dignitié qu'il n'était pas solidaire de la décision de procéder à ces essais.

Quant à « l'ouverture » du tout neuf gouvernement Chirac, elle n'aura pas attendu longtemps pour avoir du plomb dans l'aile. Entre la grogne de l'UDR et les foucades d'un Servan-Schreiber, la « nouvelle majorité » de Giscard d'Estaing ressemble décidément beaucoup à ces fragiles majorités de la IV° République, à tout instant menacées par les rodomontades de tel ou tel petit groupe parlementaire, jugeant soudain avoir plus à perdre qu'à gagner à respecter la solidarité gouvernementale.

André FRYS.

Le droit de vote à dix-huit ans

Une fois de plus, il est question d'abaisser l'âge de la majorité. Déjà Messmer avait annoncé à Provins son intention de l'avancer à 19 ans, mais ce n'était resté que beau discours, promesse sans lendemain.

Il semblerait qu'aujourd'hui les intentions soient plus sérieuses. Deux projets de loi ont d'aileurs été déposés auprès de la commission permanente du Conseil d'Etat, l'un proposant l'abaissement de l'âge de la majorité à 19 ans, l'autre à 18 ans. Seul ce dernier a été examiné et il a reçu une avis favorable.

Les jeunes gens vont donc — selon toute probabilité - pouvoir enfin jouir de droits civils et politiques et être reconnus comme des adultes à part entière. Et ce n'est que justice! Car à cet âge-là, la plupart des jeunes travail ent (souvent même depuis deux ans), sont insérés dans la vie active au même titre que n'importe quel de plus de 21 ans, sont des adultes de fait. D'ailleurs, la loi existante reconnaissait bien cet état d'adu te puisqu'elle fixait à 18 ans la majorité pénale, c'est-à-dire la fin du traitement particulier réservé aux jeunes en matière pénale et l'application à partir de là de la juridiction normale. Donc, entre 18 et 21

ans, on était adulte pour travailler, adulte pour être sanctionné par les tribunaux, adulte pour être enrôlé dans l'armée, mais mineur pour les droits fants — à commencer par les leurs — échapper plus tôt à l'autorité parentale. D'autre part et surtout parce que l'avancement de l'âge de la majorité,

UNE OPÉRATION SANS RISQUE

civils et politiques. Une situation aberrante!

Une situation aberrante, mais qui se maintenait. D'une part car nombre de très réactionnaires bourgeois français ne tenaient nuilement à voir les endonc l'avancement de l'âge du droit de vote (en France les deux sont liés) imp iquait l'accès aux urnes de quelques millions de jeunes. Et si tous les sondages sont là pour attester que les jeunes voteraient sensiblement comme le reste du corps électoral, ils montrent quand même une très très légère poussée à gauche. De quoi faire sauter un siège de député par-cipar-là. De quoi favoriser tant soit peu la gauche dans telle ou telle circonscription.

Mais écarter les jeunes des urnes, c'est aussi les inciter à manifester leur opposition - quand problèmes il y a - en dehors des voies électorales, et somme toute le gouvernement a plus à gagner qu'à perdre à l'avancement de l'âge du droit de vote. Cela n'entraînera certes aucun bouleversement politique. Les pays où l'on vote dès 18 ans (sans avoir la majorité civile pour autant d'ailleurs) sont là pour témoigner que cela n'entraîne aucun bouleversement politique : ainsi la RFA, l'Australie, le Mexique... Mais cela permettra au gouvernement d'élargir sa base, de pouvoir se présenter comme le représentant de tous, y compris des ieunes et Giscard pourra se tresser une auréole de démocrate à peu de

Mais pour les 18-21 ans, comme pour les autres, il restera que pour changer leur vie, il faudra bien autre chose qu'un bulletin dans l'urne.

Isabelle DUBOIS.

LEUR SOCIÉTÉ POURRIE

A Étampes, les tra-vailleurs immigrés ne veulent pas de flics dans leur foyer

Lundi 27 mai, dix membres de la direction des foyers ADEF, accompagnés de huit policiers, sont venus au foyer contrôler les papiers d'identité de tous les Africains en grève des loyers depuis plus d'un an, sous prétexte de découvrir des locataires clandestins.

Beaucoup d'entre eux refusèrent ce contrôle.

Le lendemain, ces messieurs avaient installé des tables devant l'entrée du foyer et ils étaient plus nombreux assis autour.

Ils n'avaient sans doute pas compris que les travailleurs n'avaient pas besoin, contrairement aux ministres, députés ou présidents, de flics à l'entrée pour les accueillir, eux, leur famille ou leurs amis qui viennent de temps en temps les voir.

Ils n'avaient pas compris que, la veille, en refusant ce contrôle, les travailleurs refusaient qu'on leur dicte qui ils avaient le droit de recevoir chez eux.

En tout cas, ils ont dû le comprendre après, puisqu'ils se sont fait jeter dehors, eux et leurs tables, et cela sans ménagement. Une fois de plus, ces travailleurs, qui luttent depuis plus d'un an contre une hausse des loyers et pour l'amélioration de leur logement, ont montré qu'ils savaient ce qu'ils voulaient et qu'ils se donnaient les moyens de ne pas se laisser faire.

Et la direction ADEF n'a rien à gagner à continuer à provoquer des tracasseries du genre « vérification des papiers » à l'entrée, car après avoir perdu un procès, après avoir perdu des plumes (de poulet), elle pourrait perdre de l'argent si ces travailleurs décidaient la grève totale des loyers.

Oui faut-il interner?

Face à la justice et à la police, il ne fait pas bon être un travailleur et encore moins un immigré. Abdelkader Bechiri, ouvrier algérien vivant depuis quarante ans en France, marié à une française et dont les trois enfants

sont de même nationalité, ayant passé cinq ans en captivité pendant la Seconde Guerre mondiale pour avoir combattu dans les troupes françaises, se trouve aujourd'hui en prison.

Le Monde du 8 juin raconte son histoire : H a une dispute avec un voisin à propos d'une cuve de mazout que ce dernier avait installée et dont les émanations se répandaient dans l'appartement de A. Bechiri, dispute au cours de laquelle il lui jette une petite bouteille d'eau minérale. Une plainte est déposée. Une pétition d'inspiration raciste est signée par les habitants de l'immeuble. Le rapport de police précise que A. Béchiri habite « dans un quartier déià surpeuplé de Nord-Africains ». Un expert psychiatre juge que l'inculpé est fou et dangereux, les juges ne se prononcent donc pas et l'internement est ordonné en janvier 1971.

A. Béchiri est alors... expulsé avec sa famille en Algérie. Ne s'habituant pas à ce pays où il ne vivait plus depuis très longtemps, il revient en France en août 1973, clandestinement. Voulant régulariser sa situation le mois dernier à la préfecture du Nord, il est alors arrêté et incarcéré sur ordre du tribunal des « flagrants

LA JUSTICE NE PEUT PERDRE LA
RAISON, CAR LA
JUSTICE A SES
RAISONS QUE UNE JUSTICE POUR LES RICHES, TELLE EST SA RAISON LA RAISON NE CONNAIT PAS

délits ». Des experts psychiatres ont été nommés et le jugement doit avoir lieu le 13 juin.

Une histoire de fou en somme. Mais en l'occurrence, c'est la justice qui est démente.

Quatre mois après la mort de P. Mirval la justice n'est pas pressée

Le 22 février dernier, un jeune Antillais, Patrick Mirval, détenu à la prison de Fleury-Mérogis, trouvait une mort étrange alors que des gardiens l'emmenaient au mitard de la prison.

Depuis cette date, malgré les autopsies, expertises et contre-expertises, on ne sait encore rien officiellement sur les raisons du décès. Des détenus qui veulent témoigner ne sont toujours pas entendus par le juge. Celui-ci refuse également une reconstitution demandée par les avocats de la famille Mirval, sous prétexte qu'il faudrait attendre les résultats des expertises.

Une fois de plus, on s'aperçoit que la « justice » n'est pas pressée de faire la lumière sur une affaire qui met en cause les forces de répression de l'Etat. Déjà, lors du décès de Jean-Pierre Thévenin dans le commissariat de Chambéry, il avait fallu des années d'acharnement de la famille pour que l'affaire ne soit pas complètement étouffée et, comme par hasard, l'action de la justice s'était terminée par un non-lieu pour les flics.

La justice n'est expéditive que quand il s'agit de frapper les pauvres accusés de pécadilles. Mais quand ce sont les humbles qui sont les victimes et qui réclament justice, contre les puissants ou contre l'Etat, alors tous les artifices de la procédure sont bons pour les lanterner. En quatre mois, il n'y a pas eu paraît-il d'expertise satisfaisante qui permettrait d'expliquer les causes de la mort de Patrick Mirval — et cela malgré la présence de plusieurs témoins. Mais combien de pauvres gens n'a-t-on pas jetés en prison sur de simples soupçons en livrant leur nom à la presse quand il « fallait » un cou-

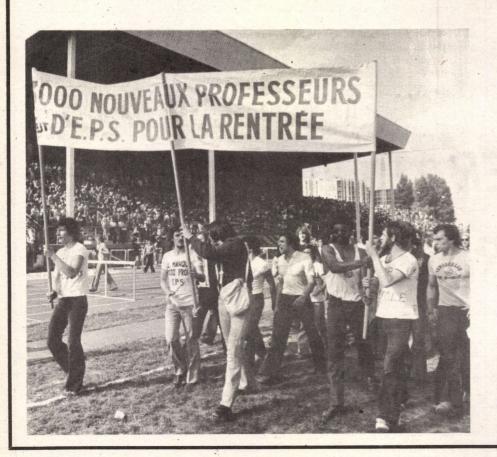
Bien plus significatifs que tous les discours sur la réforme judiciaire, les silences autour de la mort de Patrick Mirval nous rappellent que la justice est au service de l'Etat et qu'un pauvre ne peut pas avoir raison contre l'Etat des riches.

L'objectif numéro 1 des enseignants

L'ABANDON DU PROJET FONTANET

Vendredi 7 juin, environ 70% des enseignants de la région parisienne ont suivi le mot d'ordre de grève lancé par le SNES (Syndicat de l'Enseignement Secondaire).

Ce mouvement s'intègre dans une semaine d'action qui doit avoir lieu du 5 au 12 juin pour demander l'abandon du projet Fontanet et la création de nouveaux postes.



Les enseignants tiennent ainsi à attirer l'attention sur la situation de misère de l'Education nationale. Tous les prétextes sont bons pour faire des économies, sans que l'on se soucie le moins du monde des conséquences pour les élèves et pour les ensei-

Fontanet lui-même estimait insuffisant le nombre de nouveaux postes prévus au budget 1974 ; or, sur les 5815 créations prévues, à la fin mai, 2124 postes n'étaient pas affectés.

Avant même qu'il soit voté, le projet de réforme Fontanet a commencé à être appliqué ; au dernier trimestre ont eu lieu toute une série de manipulations de la carte scolaire dans les différentes académies ; partout les conséquences ont été les mêmes : suppression des postes occupés par les enseignants les plus qualifiés, certifiés ou agrégés, remplacés par des enseignants dont la formation - deux ans d'études après le bac - coûte beaucoup moins cher à l'Etat. Les résultats étaient prévisibles : blocage du recrutement des professeurs certifiés ou agrégés. On annonce déjà que 220 professeurs certifiés sortant des CPR ne pourront être nommés sur des postes budgétaires en ce qui concerne l'Espagnol, 350 en ce qui concerne l'histoire et la géographie. Quant aux auxiliaires, même licenciés ou titulaires de la maîtrise, en fonction depuis trois ans souvent, ils risquent fort de se trouver sans emploi,

pour la plupart d'entre eux, à la prochaine rentrée.

Les élèves, eux, vont être les premiers à faire les frais de cette politi-

Dans la région parisienne, les CET n'accueilleront que 615 000 élèves au lieu des 657 000 prévus par le Plan. Il n'y aura que 766 000 élèves dans le second cycle long au lieu de 791 000. En revanche, vont se gonfler les sections III des CES, sections impasses, « garderies » qui n'osent pas dire leur nom, pour les jeunes qui n'ont pas les 16 ans réglementaires pour travailler: 635 000 au lieu de 500 000.

L'objectif numéro un des enseignants est donc d'obtenir l'abandon franc et officiel du projet Fontanet et une politique de l'Education nationale digne de ce nom, prenant en compte les intérêts des élèves, soucieuses d'autre chose que d'économies sordides au jour le jour.

Mais pour cela, il faudra plus d'une semaine d'action, surtout lancée à une période de l'année où elle passera pratiquement inapercue à de nombreux endroits, les examens et la proximité des vacances vidant les établis-

Il faut qu'une mobilisation massive des enseignants, des parents d'élèves et des élèves à la rentrée fasse la preuve au gouvernement Giscard qu'enseignants et enseignés n'acceptent pas la « grande misère de l'enseignement ».



LES HOPITAUX MALADES DU MANQUE DE CRÉDITS

A mort de trois nouveaux-nés à la maternité de Port-Royal le 14 mai dernier a replacé à la une de l'actualité l'éternel problème de la grande misère des hôpitaux en France. Ainsi, une fois de plus, il aura fallu, malheureusement, plusieurs morts et que le scandale éclate sur la place publique, grâce à la dénonciation courageuse d'un médecin, pour qu'enfin on se décide à désinfecter, repeindre et démolir les constructions mal conçues sur le plan de l'hygiène, mais aussi pour qu'on prenne au sérieux le problème criant du manque de personnel. En effet, l'événement tragique de la maternité de Port-Royal a mis en lumière les véritables fléaux des hôpitaux, c'est-à-dire les locaux vétustes ou mal conçus, le manque de matériel et le manque de personnel. Il n'est qu'à voir les lettres adressées au directeur de Cochin et publiées dans Le Monde du 5 juin 1974 par le professeur Minkowski, chef du service de médecine néonatale de Port-Royal, pour se convaincre de la gravité du problème qui n'est pas nouveau mais au contraire bel et bien connu de l'administration et cela depuis fort longtemps:

Lettre du 21 février 1973 : « M. le Directeur... A la suite d'une épidémie insolite dans mon service, j'ai fait procéder à une enquête... Il nous manque actuellement douze agents hospitaliers... le ménage est à peine fait le matin, jamais l'après-midi, jamais non plus dans l'escalier du quatrième et du cinquième dont l'aspect est littéralement repoussant... nos surveillantes sont obligées de se battre littéralement au téléphone avec vos services pour obtenir un lot suffisant d'eau de Javel... des économies sont faites sur la qualité des serviettes en papier et, de plus, bien souvent, notre fourniture en blouses américaines est stoppée... ».

Lettre du 29 janvier 1974 : « M. le Directeur... L'état de ces sols (4° et 5° étages) ne permet plus un nettoyage et un entretien correct »...

Lettre du 23 avril 1974 : « M. le Directeur... Le lieu de distribution automatique de boissons et aliments de la maternité de Port-Royal est en permanence d'une saleté repoussante. Le terme d'auge à cochons me paraît celui qui caractériserait le mieux ce lieu. »

Ces exemples dénoncés à la mater-

nité de Port-Royal par un chef de service sont malheureusement légion dans les hôpitaux et constituent le lot courant de la majorité des services.

A Saint-Antoine : Les ordures à l'air libre

Ainsi à l'hôpital Saint-Antoine à Paris, depuis plusieurs années, 12 m3 d'ordures sont quotidiennement entassés dans la cour de l'usine où travaillent les ouvriers de l'hôpital. Sans parler des odeurs insupportables, c'est le spectacle révoltant de sacs crevés répandant seringues, éprouvettes et matériel souillé en tout genre avec d'énormes rats qui s'y gavent à loisir! Un four à brûler les ordures fut construit, mais il était de si mauvaise qualité qu'à la première cuisson la cheminée se fendit du haut en bas, il fallut donc abattre le four. Depuis cette expérience malheureuse, rien n'est prévu si ce n'est la promesse d'un compacteur qui, faute de crédits, ne sera disponible que dans six mois!

Hôpital Pitié-Salpêtrière : On manque de tout

A l'hôpital Pitié-Salpêtrière, dans le service Monthyon, en neuro-chirurgie, il manque en permanence cinq infirmières et sept aide-soignantes sur un effectif déjà sous-évalué par les restrictions de l'administration. Le ménage n'est pratiquement jamais fait et, en réanimation, le mur est recouvert d'une couche de champignons verts qui gagne progressivement le plafond. Lorsqu'on sait que dans ce service les malades sont pour la plupart dans le coma et réclament une disponibilité constante de tous les instants il est criminel, le mot n'est pas trop fort, de restreindre ainsi le personnel qui, lui, fait ce qu'il peut pour éviter le pire.

Ainsi, à Monthyon, le personnel est littéralement harassé, c'est la course incessante au matériel : aiguilles, seringues jetables, canules, compresses. De plus, il est obligé d'effectuer de véritables acrobaties car, dans la salle de réanimation pour enfants, huit lits sont parfois entassés sur une surface de quatre mètres sur trois

avec seulement trois prises d'oxygène et des fils électriques, des appareils quil faut aller brancher dans les chambres voisines.

Alors que dans un service de réanimation les normes de propreté devraient être d'une rigueur absolue. Il n'existe aucun sas de désinfection avec douche pour le personnel qui sort du service; pire, les blouses ne sont même pas changées tous les jours. Ainsi les germes prolifèrent en paix et le pyocianique (germe virulent) est l'hôte permanent du service.

Par manque de kinésithérapeutes (il n'y en a que trois pour plusieurs étages), la rééducation n'est faite que partiellement et les embolies et rétractions musculaires sont encore trop courantes.

Bref, lorsqu'un malade sort de Monthyon sur ses jambes, on peut dire qu'il revient de loin.

L'hygiène à Sainte-Anne

A l'hôpital psychiatrique de Sainte-Anne, c'est encore le même refrain. Les désinfections systématiques ne sont pas faites par manque de temps, de personnel et de matériel. Les futurs opérés sont installés dans les chambres où le malade précédent était infecté de staphylocoques dorés ou de pyociadique, les plaies se compliquent alors d'abcès.

Quant aux hépatites virales, si cela ne saute pas sur le monde comme se plaît à le dire la surveillante, dernièrement encore un malade atteint de ce virus était installé dans un dortoir de onze malades dont un brûlé!

On pourrait ainsi multiplier les exemples. En réalité, les hôpitaux sont malades d'une politique qui les maintient dans la misère depuis des décennies.

Tant qu'ils fonctionneront avec un budget aussi ridicule, on ne pourra espérer de changement notable à cette situation car, comme l'affirme le professeur Minkowsky, le changement dans une politique de santé passe par la rémunération, les conditions de travail, la multiplication en nombre de tout le personnel.

Régine VILLON.

Un Communiqué de Presse des Élèves-Infirmières

Une centaine d'élèves-infirmières appartenant à vingt-huit villes de France (Albi, Amiens, Alès, Angers, Brest, Bordeaux, Bourges, Clermont - Ferrand, Evreux, Nantes, Laval, Lons-le-Saulnier, La Rochelle, Le Mans, Le Puy, Poitiers, Perpignan, Paris, Roanne, Reims, Saint-Chamond, Rennes, Saint-Etienne, Strasbourg, Toulouse, Eaubonne, Vichy, Versailles) s'est réunie à « Chamaillère », le 2 juin 1974.

Malgré la pénurie actuelle du personnel infirmier, rien n'est fait pour faciliter la formation des futures infirmières; pendant les mois d'été à venir, nous sommes amenées pour pallier cette pénurie à remplacer, à bon compte, le manque de personnel pendant les stages à temps complet. Devant une telle situation, nous proposons à toutes les élèves, sur le plan national, de demander immédiatement le paiement des stages à temps complet égal au salaire d'aide-soignant.

Cependant, ceci ne peut-être que provisoire; c'est pourquoi nous nous sommes orientées vers l'élaboration d'un « statut de travailleurs en formation » qui doit être soumis à discussion dans toutes les écoles de France.

Le 14 juin, une journée de popularisation a été décidée dans chaque vil-

Le 15 et 16 juin, les élèves infirmières sont invitées à se retrouver à

Les élèves infirmières.

Après les élections présidentielles



(Du 2 au 7 juin)

Il reste incontestab ement que l'absence d'un projet politique global à long terme dans la campagne de François Mitterrand a pesé lourd dans le résultat final. C'est ce projet, dont l'autogestion socialiste jette les bases, qu'il s'agit maintenant de proposer à l'ensemble des forces de la gauche. De nombreux indices montrent qu'e les y sont attentives et que le temps presse.

La DPN du PSU, dans sa résolution finale souhaite que soient jetées « les bases d'une action et d'une organisation de
masse fondée sur une orientation socialiste autogestionnaire et sur une action
militante étroitement liée aux luttes sociales ». Les déclarations de François Mitterrand à l'issue du Comité directeur du Parti socialiste, celles du Bureau national de
la CFDT et de nombreux militants s'exprimant en dehors du cadre de ces grands
appareils politiques ou syndicaux montre
que cet enjeu est bien perçu comme la
variable centrale du développement du
socialisme en France.

Il est clair, bien entendu, que des déclarations ne suffisent pas. C'est à la fois sur le terrain des luttes sociales et sur celui de la confrontation commune des idées politiques que s'éprouvera la vo!onté réelle des forces de l'unité populaire de créer autour de l'autogestion socialiste un regroupement politique capable d'assumer prochainement une alternative au pouvoir de la droite. Cette volonté commune cherche aujourd'hui à s'exprimer et la Direction politique nationale du PSU souhaite qu'el'e puisse sans tarder trouver un terrain pour se concrétiser.

Le candidat unique de la gauche déclarait au soir du 19 mai que « quelque chose est en marche qui ne s'arrêtera pas ». Il faut en effet prendre des initiatives afin que l'unité populaire trouve de nouveaux moyens d'affirmer sa cohésion, afin que chaque courant qui la compose ne reparte pas sur le chemin des divisions que l'on commençait à surmonter dans le respect des légitimes originalités. La première de ces initiatives, ainsi que le souhaite la DPN du PSU, serait que s'organise dans les prochains mois une rencontre nationale des forces socialistes. La pire ttitude serait de s'immobiliser dans ce demi-échec ou ce que certains croient bien imprudemment être déjà un avantgoût de la victoire.

Là réside une première raison pour laquelle le temps presse. Car les vieilles traditions de la gauche à s'enliser dans des querelles d'apparells ou de tendances risquent de réapparaître si la volonté unitaire de la base, à laquelle un syndicat comme la CFDT est particulièrement attaché, n'a pas rapidement les moyens de se consolider. Si une telle perspective ne s'ouvrait pas par le dépassement des organisations politiques actuellement existantes, tout porte à croire qu'une régression s'opérerait par rapport à l'avancée réalisée autour du candidat unique.

Ainsi, le Parti socialiste n'aurait de recours qu'en un replâtrage d'un Programme commun inapte à proposer ce projet d'un autre modè e de croissance et de rapports sociaux dont le besoin s'est fait si fortement ressentir. Ainsi, la CFDT verrait se perdre la chance décisive qu'une force politique très puissante soit capable de traduire au niveau institutionnel son objectif de l'autogestion socialiste; elle risquerait alors de s'isoler sur le strict terrain de la revendication sociale en délaissant le rô'e qui lui revient dans le renversement du régime capitaliste.

Enfin, le PSU serait menacé d'isolement dans un combat marginal pour l'autogestion alors que précisément la leçon de la période récente est que le succès de l'autogestion socialiste comme base d'un modèle français du socialisme ne vient pas de ce qu'elle a été proposée par une organisation autonome, le PSU, mais vient de sa dynamique propre, prise en compte à ce titre par tous les partis, mouvements ou syndicats dont il est ici question.

Que François Mitterrand fasse appel au courant autogestionnaire, que le Bureau national de la CFDT s'en réclame ne prouve pas, comme voudrait nous le faire croire le PSU, la « dynamique propre » et la justesse de cette perspective. Cela montre tout simplement que l'autogestion est une notion vague et confuse dans laquelle on peut mettre tout et rien et qui ne peut effrayer aucun réformiste parce qu'elle élude le vrai problème politique, celui du pouvoir d'Etat.

Mais en fait l'autogestion, comme la dynamique de la base, comme la mise en garde contre les « querelles d'appareils ou de tendances », bref, l'appel à l'unité de la gauche, qui est sous-jacente à tout ce texte, cache une perspective bien précise : le ralliement du PSU au PS et l'intégration du PSU, ou des restes de celui-ci, dans le parti de Mitterrand.

S'il fallait une preuve de plus que la direction du PSU prépare le terrain pour cette opération, cet article de TS en fait foi. taires ne contribuent nullement à faire avancer.

Dire que « Giscard élu, rien n'est perdu; Mitterrand élu, tout reste à gagner », ou comme Krivine l'explique que si Mitterrand gagne « tout » restera à faire, c'est négliger le déblocage politique qui peut s'effectuer et sous-estimer le renversement du rapport de force que constitue une victoire du PC et du PS.

15.5.74 N. BABY.

Expliquer qu'il ne fallait pas s'attacher à la personne de Mitterrand mais ne voir que les forces sociales qui le soutenaient, c'est ce qu'ont expliqué tous ceux qui, dans les faits, ont capitulé devant Mitterrand et appelé à voter pour lui sans condition ni réserve. Mitterrand lui-même ne s'est d'ailleurs pas présenté comme cela mais comme un homme qui faisait seul acte de candidature... et acceptait ensuite le soutien des forces de gauche.

Ne voir en Mitterrand — et surtout le dire — que « le candidat des forces ouvrières », c'est du même style que ceux qui, après avoir pendant des années dénoncé l'homme politique bourgeois, ne parient plus que du « premier secrétaire du Parti Socialiste ».

Londe

(Numéro 254 du 31 mai)

RELATIVISER

LE PROGRAMME COMMUN

Sur quelle base construire le nouveau PS? Sur la base d'un « projet socialiste auto-gestionnaire » et d'une « stratégie de prise de conscience par les luttes »? Ça c'est le vocabulaire gauche pour convaincre les cédétistes de s'engager dans le PS. Mais en pratique, on l'a vu lors de la campagne électorale, et Maire l'a réaffirmé lors de sa conférence de presse, il s'agit de renforcer le PS sur la base « du projet commun de société » annoncé par F. Mitterrand : « une société plus forte, plus fraternelle... ». On est loin du socialisme et de l'auto-gestion.

Dans cette affaire, le courant Maire, suivi par la direction du PSU, est en train de servir de caution gauche à l'accentuation de la politique de collaboration de classe proposée par la direction du PS. En effet, il s'agit pour cette dernière de relativiser au maximum le Programme commun sans remettre en cause l'alliance indispensable avec le PCF. En fait, Maire s'aligne sur la position de la direction du PS. D'ailleurs, il s'était opposé à la Région du pays de Loire qui voulait mettre l'accent sur les nationalisations et s'était opposé au 1.500 F minimum proposé par la Fédé Hacuitex car, selon lui, une telle revendication aurait nécessité d'attaquer beaucoup plus profondément le système

capitaliste (« cela demanderait d'autres victoires politiques et du temps » !). ATTENDRE LES ELECTIONS

Mais la direction de la CFDT n'a aucune perspective politique à offrir aux travailleurs si ce n'est de renforcer le PS et la CFDT en attendant les prochaines élections. Chérèque affirme comme Krasucki « Les Français s'inclinent devant le résultat du suffrage universel ». Lui en tête! Maire ne propose « pas de troisième tour social ». Que reste-t-il de la stratégie de prise de pouvoir par les luttes ?... Pourtant, il semble que le congrès de la Fédé Hacuitex ait remis à l'ordre du jour la perspective d'un « nouveau Mai 68 ». Mais la gauche de la CFDT sera-t-elle capable d'opposer une ligne stratégique alternative à celle du courant Maire? Saura-t-elle s'appuyer sur la dynamique de classe favorisée par l'alliance PS-PCF sans tomber dans la soumission politique à la stratégie électoraliste et collaborationniste de l'Union de la Gauche? On peut en douter si elle se cantonne à des batailles « tactiques » face aux manœuvres du courant Maire.

Ainsi, après avoir misé sur la CFDT tout entière, Rouge a misé sur la « gauche » de la CFDT. Maintenant, les camarades du FCR semblent se poser des questions sur cette gauche elle-même. Les illusions finissent toujours par s'envoler. L'ennui, c'est de les conserver si longtemps, et de se débarrasser d'une pour se réfugier dans une autre.

l'internationale

(N° 51 du 22 mai)

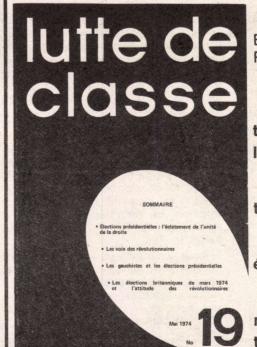
Il ne s'agit pas pour nous de justifier a contrario la campagne d'Arlette Laguiller. Bien qu'elle ait pu justement exprimer les préoccupations des travailleurs en des termes concrets, la démagogie ne fut pas absente de sa campagne.

Il n'est pas non plus question d'abandonner son programme pour atteindre la masse des travailleurs.

Le sectarisme de Lutte Ouvrière vis-àvis de Mitterrand, loin d'être nécessaire pour déciller les yeux des travailleurs influencés par le PC et le PS ne peut que les braquer et entame politiquement le crédit des révolutionnaires en donnant d'eux une image incorrecte, non unitaire et comme des militants repliés sur euxmêmes.

Traiter Mitterrand d' « ennemi des travailleurs », de « faux candidat de gauche », rappeler qu'il a les « mains trempées de sang », c'est participer à la personnalisation à outrance de cette campagne.

Bien qu'il soit évident que la personnalité de Mitterrand joue sur le processus, es révolutionnaires ne soutiennent pas une personne, mais le candidat des forces ouvrières. Et derrière lui s'exprime toute une aspiration à l'unité et au combat contre la réaction que des remarques sec-



EST PARU. AU SOMMAI-

- Elections présidentielles : l'éclatement de l'unité de la droite.
- Les voix des révolutionnaires.
- Les gauchistes et les élections présidentielles.
- Les élections britanniques de mars 1974 et l'attitude des révolutionnaires.

LUTTE OUVRIERE

6 JUIN 1944

débarquement de Normandie



• DE GAULLE, LE P.C. ET LE DÉBARQUEMENT ALLIÉ

UAND, le 6 juin 1944, les troupes alliées débarquent sur la côte normande, se pose pour tous les hommes politiques alliés le problème de savoir qui, en France, va exercer l'autorité de l'Etat.

Problème qui, au-delà du succès des opérations militaires en cours, est loin d'être mineur et circonscrit à la France : il s'agit, dans tous les pays où la défaite de l'armée allemande et la déroute des Etats qui lui étaient liés ont créé un vide étatique, d'éviter au maximum les mouvements populaires, d'éviter au maximum les risques d'une vague de révolutions semblable à celle qui a suivi la Première Guerre mondiale.

Les Alliés, ou plutôt les USA, ont prévu pour la France le même régime qu'ils prévoiront par la suite pour l'Allemagne : une administration militaire alliée des « territoires libérés », c'est-à-dire la prise en charge, par l'armée américaine, des affaires civi'es du pays, des fonctions de préfet, de maire, etc.

C'est contre la perspective d'un tel régime, qui revenait à faire de la France un appendice des Etats-Unis sur le plan politique, que De Gaulle, dès 1940, avait

Son but, dès 1940 avait été de « poursuivre la guerre, mais non pas pour servir d'auxiliaires aux forces d'une autre puissance; pour que l'effort en valût la peine, il fallait aboutir à remettre dans la guerre non pas seulement des Français,

mais la France ». C'est-à-dire l'Etat fran-

C'est dans ce but que De Gaulle va lutter pas à pas pour se faire reconnaître, contre le gouvernement de Vichy, comme le seul gouvernement légitime de la France. C'est dans ce but que, pour acquérir, sinon un poids militaire très important, du moins un poids politique, il va entreprendre, après avoir créé à Londres et dans un certain nombre de colonies françaises les Forces Françaises Libres, de réunifier sous son autorité les divers mouvements de résistance existant en

En 1943, c'est chose faite, grâce au Parti Communiste Français. Celui-ci, en effet, depuis l'entrée en guerre de l'URSS contre l'Allemagne, menait une politique chauvine de « Front National », se donnant comme seule tâche, sous le mot d'ordre : « S'unir, s'armer, combattre », de lutter « pour l'indépendance de la France ».

Alors que, jusque-là, la « résistance intérieure » n'était constituée que de quelques réseaux de renseignements, le Parti Communiste allait lui donner une dimension plus vaste, tant par son organisation politique que par son organisation militaire, les Francs-Tireurs et Partisans, que commandait Charles Tillon.

Dès que l'occasion se présente, dans les premiers mois de 1943, le Parti Communiste entrait avec empressement dans le Conseil National de la Résistance, qui entendait rassembler toutes les organisations de résistance, de la droite et de la gauche. Et, en avril 1944, à Alger, où s'était transporté De Gaulle, François Billoux et Fernand Grenier entraient, au nom du PCF, au Comité Français de Libération Nationale, gouvernement provisoire avant

Désormais, la force de De Gaulle, face à l'impérialisme américain qui entendait placer la France sous son administration militaire directe, ce ne fut pas seulement d'avoir les troupes du Parti Communiste Français derrière lui, ce fut aussi et surtout d'être l'homme politique capable de mener une politique de collaboration pacifique avec celui-ci et aussi d'éviter à la France les troubles sociaux que les espoirs suscités par la Libération d'une part, et l'importance d'un PCF tenu à l'écart d'autre part, ne pouvaient manquer de provoquer. C'est fort de l'appui du PCF que De Gaulle prépare, à Alger, l'organisation des pouvoirs publics en France, pour prendre de vitesse l'administration militaire américaine.

Il est prévu que les anciens conseillers municipaux, ceux d'avant l'occupation allemande, seront remis en fonction, ainsi que les anciens conselllers généraux, après l'épuration des « collaborateurs ». Il est prévu aussi que les organismes de résistance, n'auront pas de pouvoir. Ils « assisteront » les préfets envoyés par le gouvernement d'Alger, préfets qu'une « mission militaire de liaison administrative » doit mettre en place, en même temps que les directeurs de police, les juges, etc.; mission qui, allant de ville en ville, nommera les gens choisis sur place ou abandonnera un membre de son équipe,

d'après des listes de personnalités préparées à Alger.

Le plan fonctionna à peu près comme prévu. Certes, dans les régions de Montpellier, Toulouse et Limoges en particulier, là où les maquis du PCF étaient particulièrement importants, ce furent les organisations communistes de résistance qui occupèrent les premières les postes administratifs; mais, très vite, tout renfra dans l'ordre.

En tout cas, la rapidité de la mise en place de l'appareil administratif, l'obéissance du PCF, la popularité de De Gaulle en France et l'appui que lui apporta Eisenhower, alors commandant en chef des troupes alliées, firent que les Etats-Unis acceptèrent sans problème de renoncer à leur propre plan. Et c'est symboliquement — car elle n'avait pas joué un grand rôle sur le plan militaire que l'armée du général Leclerc pénétra dans Paris avant les forces américaines et anglaises, en août 1944.

Ainsi, si les « maquis » et les organisations de résistance ont joué un rôle mineur dans la « Libération » militaire de la France, ils en ont joué un grand sur le plan politique. De Gaulle, grâce au PCF, avait réussi son opération : reconsolider avec le maximum de rapidité l'Etat francais. Et, en prime, De Gaulle a pu mener une politique quelque peu plus affranchie par rapport aux Etats-Unis que si la France de l'immédiat après-guerre avait été sous l'administration militaire américaine.

Sylvie FRIEDMAN.

LA POLITIQUE AMÉRICAINE

ANS la nuit du 5 au 6 juin 1944, les Churchill lui-même avaient promis à Sta- C'en était fini du rêve d'hégémonie mon- les bases d'une paix universelle. C'est en Alliés débarquaient en Normandie. Pour cela, trois millions d'hommes avaient été concentrés en Grande-Bretagne, des milliers de péniches amphibies produites par les usines américaines pour transporter chars et canons lourds et cinq ports artificiels remorqués à travers la Manche et reliés à un pipeline. Seul le potentiel militaire américain, qui devait atteindre son p'ein rendement en 1944, était capable d'organiser une telle offensive qui allait aboutir en trois mois à repousser les troupes allemandes de la France et de la Belgique et à préparer l'effondrement militaire de l'Allema-

La décision d'un te! débarquement allié avait été prise d'un commun accord par les trois grands, Roosevelt, Churchill et Staline, à la conférence de Téhéran en novembre 1943. Mais cette opération était en projet depuis longtemps. Dès l'été 1941, elle avait été proposée par Staline et la radio de Londres l'avait même annoncée comme imminente en... novembre 1942. En 1942, à plusieurs reprises, les représentants des gouvernements alliés et line la création rapide d'un deuxième front en Europe. Mais, à l'époque, les Alliés impérialistes étaient peu pressés d'intervenir en Europe pour soulager le front russe menacé à Stalingrad. Les intérêts immédiats anglo-américains passaient davantage par la Méditerranée, le Pacifique et Madagascar, où se jouait le sort des

Les Alliés avaient besoin que l'Union Soviétique tienne en respect les armées allemandes à l'Est. Ils étaient prêts pour cela à approvisionner l'URSS en matériel de guerre, à faire les promesses nécessaires pour éviter une paix séparée entre Staline et Hitler. Mais ils n'étaient pas fâchés de voir l'URSS s'épuiser dans la guerre aussi bien que l'Allemagne, bien au contraire. La promesse d'ouvrir un deuxième front à l'Ouest est restée un moyen de chantage des Alliés à l'égard de Staline jusqu'au débarquement.

En 1944, les choses avaient bien changé. Le rapport de forces des belligérants s'était profondément modifié avec les défaites successives de l'Axe en Russie, en Afrique, puis en Italie et dans les airs.

diale de l'impérialisme allemand. Et la grande inconnue qui n'avait pas été prévue dans les plans impérialismes, c'était la résistance héroïque de la population russe et la puissance indiscutable qu'en tirerait Staline.

A Téhéran, il est déjà trop tard pour les Alliés anglo-américains pour concevoir un règlement du monde sans tenir compte de Sta ine. Faute de pouvoir nier le rôle militaire de l'URSS, ils ont cherché à lui assigner des limites. Staline accepta de donner toutes les garanties qu'on lui demandait en dissolvant l'Internationale Communiste et en appelant tous les communistes à aligner leur action derrière l'action des gouvernements alliés. C'était l'Union Sacrée des grands contre tout danger de soulèvement révolutionnaire. Après cela, les trois grands pouvaient procéder à un partage « équitable » et sans danger des zones à libérer en Europe. Le sort de la Yougoslavie et de la Grèce, entre autres, allait être arbitrairement choisi. On était loin des grandes déclarations de la Charte de l'Atlantique sur le désintéressement des signataires et

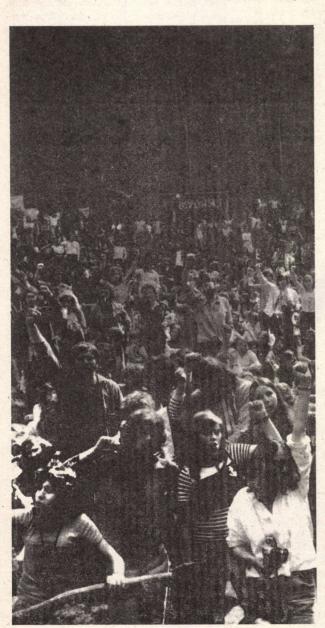
fonction du rapport de forces et des intérêts divergents des trois grands que la fin de la guerre et le sort de l'Allemagne et de la Pologne furent décidés. Des pays vaincus, les trois grands s'entendaient pour exiger une capitulation sans conditions et réduire l'impérialisme allemand à

Face à la puissance militaire grandissante de l'URSS, Churchill essaya de repousser une fois encore l'idée d'un débarquement en France, préconisant à la place un débarquement dans les Balkans. Il essayait par ce moyen de prévenir une occupation russe dans ces régions méditerranéennes qui, comme la Grèce, étaient jusque là les domaines réservés de l'impérialisme anglais. Staline refusa.

Et Roosevelt opta pour la proposition russe d'un débarquement en Normandie, l'impérialisme américain ayant intérêt à une intervention la plus rapide et la moins meurtrière possible pour les soldats américains en Europe. Une autre guerre concernant des intérêts p'us directement américains les attendait dans le Pacifique.

Dominique LEGER.

(Ph. Elie Kagan)



MOTRE

OTRE fête 1974, les 1°, 2 et 3 juin, a donc été un succès. Succès pour le nombre des entrées, qui sont de trente à trente-cinq mille. Mais succès aussi par l'ambiance, la fraternité qui y régnaient, le caractère populaire du public.

Mais notre fête n'est pas seulement une fête. C'est une manifestation politique. Un mois à peine après le premier tour des élections présiden-

tielles, au cours duquel 6 camarade Arlette Laguille l'audience grandissante d

Nous publions ici les au cours de cette fête.

DIMANCHE 2 JUIN

CAMARADES ET AMIS,

Merci d'être venus si nombreux nous soutenir et nous témoigner votre sympathie. La fête de Lutte Ouvrière, ce n'est pas seulement la fête de notre journal et de notre mouvement, c'est aussi la fête de tous nos amis, c'est la fête des révolutionnaires, de tous ceux qui veulent une autre société et qui tous les jours combattent pour elle. Et ils sont nombreux et nous sommes nombreux ici, cet après-midi, et c'est un très grand encouragement pour nous.

J'ai eu l'occasion ici-même l'année dernière de dire que cette fête, après les élections législatives, était l'indice du succès et de la sympathie croissants rencontrés par les révolutionnaires dans leur travail quotidien.

Eh bien, aujourd'hui, il suffit de voir cette pelouse et cette assistance si nombreuse pour comprendre que, du point de vue de notre mouvement, c'est d'un œil encore plus confiant que nous envisageons l'avenir.

Nous avons eu l'occasion au cours de la campagne des présidentielles de rendre publique la démonstration que nous avions faite l'année dernière avec les législatives, à savoir que les révolutionnaires se distinguent de plus en plus de l'image que la population s'était faite du gauchisme, identifié longtemps avec le mouvement étudient

Notre essor confirme notre implantation ouvrière et l'audience de plus en plus grande que nous rencontrons dans la population laborieuse. La différence entre gauchistes et révolutionnaires s'est faite en partie par notre langage et par nos résultats qui confirment ceux des législatives. Bien sûr, cela ne suffit pas pour que le

mouvement révolutionnaire pèse d'un poids important dans la vie politique, mais cela suffit pour envisager que de telles interventions soient désormais possibles à l'ave-

Oui, le mouvement révolutionnaire a sa place. Il a même tout l'avenir pour lui, à condition qu'il rompe avec bien des aspects du gauchisme et en particulier avec son sectarisme, qui n'est d'ailleurs que le revers de son opportunisme.

Eh bien, nous, à Lutte Ouvrière, nous avons fait la preuve, et c'est l'une des raisons qui font que nous sommes des révolutionnaires, nous avons fait la preuve que l'on peut défendre fermement ses principes et mener une campagne politique en parlant aux travailleurs le langage des travailleurs et en défendant le programme révolutionnaire d'une façon accessible, claire et compréhensible par tout le monde.

Parce que le programme des révolutionnaires est simple, clair et compréhensible par tout le monde, quand il se cache sous un langage différent ou sous un verblage difficile, ce n'est pas le programme des révolutionnaires.

Par ailleurs, on peut être fidè!e à ses principes, fidèle à une ligne politique claire et intransigeante et en même temps être ouvert à toutes les idées du mouvement ouvrier. C'est l'image que donne notre fête. Une fête dans laquelle chacun peut défendre ses idées publiquement, affronter celles des autres, toujours publiquement, sans ces barrières artificielles que dressent trop souvent entre elles les organisations.

Vous pouvez le voir, de très nombreuses organisations révolutionnaires sont présentes à notre fête. Nous

LUNDI 3 JUIN

CAMARADES ET AMIS,

Nous voici donc arrivés au troisième jour de cette Pentecôte 74, de cette quatrième fête de Lutte Ouvrière. Et nous pouvons d'ores et déjà dresser un premier bilan de cette fête, et un bilan qui est incontestablement positif.

L'an dernier, nous avions enregistré vingt-cinq mille entrées à notre fête. Cette année, nous savons déjà que le chiffre des entrées se situera vraisemblablement entre trente et trente-cinq mille, et en tout cas pas moins.

Cette progression du nombre des entrées est d'autant plus remarquable que nous n'avons eu que bien peu de temps pour préparer cette fête, puisque, comme vous le savez, en avril et au début mai, nos camarades ont été occupés à de tout autres tâches.

Il va sans dire que ce chiffre de trente à trente-cinq mille entrées ne peut que nous satisfaire, non seulement parce qu'il illustre la réussite de notre fête, mais surtout parce qu'il est un indice, parmi blen d'autres, de la croissance de notre organisation, de son influence, et de sa liaison avec tous ceux qui travaillent.

Et, au-delà de la joie que nous éprouvons à nous retrouver tous ensemble ici, c'est cela qui compte le plus. Nous sommes des socialistes, des révolutionnaires, qui pensons que la classe ouvrière est la seule classe soclale qui puisse être le moteur d'une transformation profonde de la société, qui puisse remplacer l'ordre social existant, reposant sur l'exploitation, par un nouvel ordre social, basé sur la fraternité de tous les producteurs.

Notre programme, c'est le programme socialiste. Celui que défendaient les partis socialistes dans leurs premières années. Celui avec lequel le Parti Bolchévique mena la classe ouvrière russe à la victoire en octobre 1917, c'est-à-dire celui du premier Etat ouvrier. Notre programme, c'est celui que défendait le Parti Communiste à l'origine.

Ce programme révolutionnaire socialiste, pendant des dizaines d'années, qui furent des années de recul de la révolution à l'échelle mondiale, il n'y avait pratiquement plus personne pour le défendre, après qu'il eût été abandonné et trahi par les dirigeants des partis socia-

Il n'y avait plus que quelques rares militants révolutionnaires pour le défendre, le plus souvent coupés de la classe ouvrière. Et c'était une situation tragique, parce que la classe ouvrière ne peut briser ses chaînes, et libérer du même coup toute l'humanité, que si elle est armée du programme révolutionnaire ; que s'il existe en son sein, dans toutes les entreprises, dans toutes les localités, dans tous les quartiers ouvriers, des militants armés de ce programme, des militants expérimentés, trempés dans la lutte, jouissant de la confiance et de l'estime de leurs camarades de travail ; que s'il existe en son sein des militants et des cadres ouvriers, capables d'armer leur classe en l'organisant, de lui faire prendre conscience de ses possibilités et de ses forces, de lui montrer, à chaque étape de la lutte, les voies et les moyens de son émancipation.

C'est cela, la formation de tels militants dans les entreprises, au sein de la classe ouvrière, l'activité fondamentale que mène Lutte Ouvrière.

Et, si nous sommes conscients qu'il nous reste encore beaucoup de chemin à parcourir pour construire le Parti Révolutionnaire et l'Internationale nécessaires à la victoire de la révolution socialiste mondiale, nous pouvons déjà dresser un bilan, et un bilan dont nous pouvons être fiers.

Parce que non seulement notre mouvement ne cesse de grandir, mais encore parce que les militants ouvriers révolutionnaires, et en premier lieu ceux de Lutte Ouvrière, jouent un rôle de plus en plus important dans les luttes sociales, comme bien des exemples l'attestent ces dernières années.

Il est fini le temps où le programme révolutionnaire, en butte aux coups conjugués de la répression bourgeoise et stalinienne, ne vivait plus que dans de petits groupes révolutionnaires, presque complètement coupés de la classe ouvrière. Il est fini le temps où les militants révolutionnaires devaient se contenter de commen-

FETE 1974

J0.000 voix se sont portées sur le nom de notre r, elle témoigne à son tour et à sa manière de e notre mouvement.

interventions de notre camarade Arlette Laguiller

ne partageons pas toutes leurs idées, et les discussions sont parfois vives, mais nous tenons et ils tiennent, sans doute, tous à ces échanges, à cette confrontation fraternelle.

Ce respect de la démocratie ouvrière, c'est la tradition du passé du mouvement ouvrier. Le stalinisme a rompu cette tradition par son intolérance et son sectarisme, mais il nous appartient à nous, organisation révolutionnaire, de jeter un pont sur la brèche sanglante qu'a faite dans le mouvement ouvrier un demi-siècle de stalinisme.

Et cela d'autant plus que, par leurs mœurs et leurs méthodes, bien des révolutionnaires copient et parodient le stalinisme de la pire époque. Vollà ce que nous voulons transformer nous, Lutte Ouvrière, et notre but à nous, révolutionnaires, est de renouer et de continuer en 1974 les traditions révolutionnaires de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier.

Camarades, nous sommes nombreux en cette Pentecôte 74, bien plus nombreux encore que l'année dernière, car les chiffres cette année battent tous les records. Votre présence est non seulement le gage de voire sympathie, c'est aussi ce qui fonde notre confiance dans l'avenir.

Tous ensemble, nous en sommes sûrs, nous nous retrouverons un jour ou l'autre dans le grand combat que nous menons pour une société plus juste, plus fraternelle, plus joyeuse. Car c'est cela qui nous unit, la volonté de faire que, pour tout le monde, la vie soit une

VIVE LA FETE DE LUTTE OUVRIERE!



Dans les forums : de libres débats où chacun peut exposer ses idées

ter les luttes politiques et sociales, sans avoir le moyen d'y participer vraiment. Une nouvelle époque est commencée. A force de té-

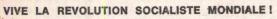
Une nouvelle époque est commencée. A force de ténacité, les révolutionnaires ont retrouvé la liaison avec leur classe. Même s'ils sont encore très minoritaires, personne n'ose plus leur contester aujourd'hui le fait qu'ils sont partie intégrante du mouvement ouvrier. Ils sont présents dans les luttes de la classe ouvrière. Ils y jouent leur rôle, et souvent même un rôle déterminant, voire dirigeant.

Sans doute ne s'agit-il jusqu'ici que de luttes revendicatives limitées. Mais c'est par leur participation active à de telles luttes que les révolutionnaires apprendront à diriger des luttes de plus grande envergure, qu'ils se prépareront à jouer un jour le rôle qu'ils se sont assigné : permettre à la classe ouvrière d'en finir avec toutes les formes de l'exploitation et de l'oppression et d'ouvrir au monde un avenir, l'avenir socialiste, dont le maître-mot sera : liberté l

Et, dans cette lutte pour reconstruire l'instrument dont la classe ouvrière a besoin pour s'émanciper, les révolutionnaires ont déjà su rencontrer, non seulement la sympathie d'une avant-garde ouvrière de plus en plus large, mais aussi celle de tous les éléments conscients de toutes les catégories de la population laborieuse.

Camarades et amis, c'est cette implantation croissante des militants révolutionnaires, de Lutte Ouvrière, dans la classe ouvrière et dans toutes les couches sociales qui sont exploitées et opprimées dans cette société, qu'illustre le succès de plus en plus grand, d'année en année, de notre fête, comme les six cent mille voix qui se sont portées le 5 mai dernier sur ma candidature.

Et c'est la raison pour laquelle nous pouvons le plus nous réjouir de nous retrouver ici si nombreux. Car, même si nous sommes ici pour resserrer les tiens fraternels qui nous unissent, pour nous distraire et pour nous amuser, ce qui restera de plus important, c'est que nous étions cette année des milliers de plus que l'an dernier à être venus témoigner ici que, pour nous, il n'y a qu'une solution, la révolution socialiste mondiale.





Samedi après-midi, des milliers de personnes enthousiastes applaudissent les Tri Yann.

SOUSCRIPTION

A ce jour, nous avons reçu grâce à la souscription, engagée lors de la campagne électorale, la somme de 142.201,25 F. Et nous savons que d'autres sommes doivent encore nous parvenir.

Nous remerçions chaleureusement les milliers de personnes qui nous ont témoigné ainsi leur soutien et leur sympathie, et nous continuerons dans les prochains numéros d'en

Cette longue liste, la multiplicité des petites sommes qui y figurent prouvent que ce sont des travailleurs, des petites gens qui nous ont aidés, ceux à qui, justement, nous nous sommes adressés pendant cette campagne. Et cela est pour nous aussi important que l'aide financière indispensable qui nous a été fournie.

Un consommateur, 1 F - Signature, 2 F - Un commer-cant, 5 F - Desportes, 20 F - Mazuir, 10 F - Bossu, 20 F - Viel Faure, 15 F - Anonyme, 2 F - Mme Kliagine, 5 F - Pelletier, 5 F - Marché Décines, 2 F - Marché Décines, 2 F - Mme Pois, 10 F - Mme Faure Danièle, infirmière, 50 F - Triaira Tahar, 1,50 F - Francine Goguet, 5 F. M. Gourand, 5 F - Mme Persoud, 5 F - Mme Yvonne

Dartus, 3 F - Potiron, 5 F - Jaubert, 3 F - Liogiel, 3 F -Dupont, 1 F - J. Perrin, 8 F - Pillard, 10 F - Joannan, 10 F - Un lycéen Martinière, 2 F - Grenon, 1,50 F - Cerdan Pastor, 5 F - Stampetta M.-Joëlle, 2 F - Employée dan Pastor, 5 F - Stamperta M.-Joelle, 2 F - Employee BNP Ecully, 1,50 F - Campone, 20 F - Lycéenne, 5 F - Adelbost, 5 F - Gorce, 10 F - Masson, 10 F - Serre, 5 F - H.M., 10 F - M.B., 20 F - M.K., 10 F - Campone, 5 F - Regaro, 100 F - Une mère de famille, 5 F - Une assistante hospitalière, 20 F - Arnolfo, 5 F - Arnolfo Maryse, 5 F - Popeye Didier, 10 F - Marchini Jacqueline, 5 F -Rometti, 3 F - Une locataire HLM Gorbella, 5 F - Mari, 4 F - Une locataire HLM de la Made eine, 1 F - M.D., 4 F - Une locataire HLM de la Made-eine, 1 F - M.D., 10 F - Signature, 5 F - Jablevieille, 10 F - Marché Vaise, 1 F - Brouiller, 5 F - Pasteur, 3 F - Brisson, 3 F - J.L. B., 5 F - Une ouvrière de Roanne, 3,50 F - Anonyme, 20 F - Une Croix-Roussienne, 20 F - Claude (9 ans), sur sa tirelire, 2 F - H.G., employée, 20 F - Panisse, 50 F - H.H., 1 F - E.B., 5 F - Un Auvergnat qui n'aimait pas Pompidou, 5 F - Un gros Iapin, 1 F - Deux employée Câbles, 4 F - Line apployée Câbles, 4 F - Une employée Câbles, 1 F - Un syndiqué, Cables, 4 F - Une employee Cables, 1 F - Un syndique, 3 F - Une ménagère, 1 F - Une employée Câbles, 2 F - La maman d'Oscar, 10 F - Une « col blanc » pour une autre « col blanc », 3 F - Un syndicaliste Câbles de Lyon, 10 F - Georges, 4 F - Mireille, 2 F - Suzanne, 1 F - Danièle, 5 F - Blin, 2 F - Pierrot, 2 F - Michelin Louis, 100 F - Lucette et Michel, 100 F - Maman Rosa, 50 F - Katherine Lacarrère, 10 F - Collecte meeting Villefranche, 30,40 F - B.J.M., 20 F - M. César, 10 F - Une commercante, 5 F - Daniel Solar, 5 F - Saura, 5 F - Doyet mercante, 5 F - Daniel Soler, 5 F - Saura, 5 F - Doyat, 2 F - Gobat, 4,40 F - Un ouvrier de Berliet, 100 F - Un immigré de Berilet, 20 F - Un commerçant, 2 F - Un commerçant, 3 F - Un commerçant, 5 F - Un anarchiste espagnol de Berliet, 20 F - Valentino, 10 F - Trois ly-céens, Martinière, 20 F - J.M. Putignier, 20 F - Un jeune, 1,80 F - Mme Tamet, 5 F - Dominique Valentino, 1 F -Jomard, 10 F - Signature, 2 F - Roul, 5 F.

MEETING LYON: Un bidasse appelé, 5 F - Un autre bidasse appelé du 75 RI, 2,50 F - N.V., 10 F - Deux futurs bidasses, 2 F - Famille sympathisante, 40 F - M.S., 10 F - H.J., 50 F - Signature, 10 F - Un étudiant en médecine, 3 F - Merci Arlette, Bon courage, 5 F - Un peintre, 10 F - Gayet, 10 F - M., 40 F - M. Lafaye, 10 F - Signature, 2 F - Desguit, 10 F - Lacombe, 10 F - G. Weill, 1 F - Un vieux prolo, 5 F - Chantal Chaouche, 10 F - J. Carrère, 5 F - Un sympathisant, 4 F - Un lecteur, 3 F - Un laveur de voitures, 5 F - Un sympathisant, 5 F - Soutien librairie 15 F - Collecte drapage 10 F 5 Soutien librairie, 15 F - Collecte drapeaux, 916 F.

NICE

Rometti, 3 F - Un locataire HLM Corbella, 5 F - Mari, 4 F - Une locataire HLM de la Madeleine, 1 F - Alain Cronier, employé Société Générale, 5 F - Une étudiante de la Fac de Lettres, 2 F - Monge, lycéenne, 3 F - Floridi, 2 F - Un travailleur, 2 F.

CHAMBERY

C.P., 5 F - Mme Desiderati, 5 F - Mme Jacquet, 5 F - Mme Blanc, 5 F - C. Blanc, 10 F - C. Blanc, 10 F.

REGION LYONNAISE

Une étudiante, 8 F - Un ouvrier, 5 F - Un étève de CET, 5 F - Laridan, 5 F - Un professeur, 10 F - Rouveure, 10,50 F - Un élève de CET, 3 F - P.B., Ugine, 10 F - Une habitante de la ZUP Chambéry, 2 F.

REGION SUD-EST

Un élève de CET, 5 F - Laridan, 5 F - Un professeur, 10 F - Rouveure, 10,50 F - Un élève de CET, 3 F - P.B., Ugine, 10 F - Une habitante de la ZUP Chambéry, 2 F. UGINE : Un élève de CET, 10 F - Un élève de CET,

being the series of the series gnature, 3 F - Debayle, 5 F - M. Rivière, 4 F - Une signature, 3 F - Garcia, 5 F - Boubar, 5 F - Benar, 50 F -Signature, 5 F - Josiane, 5 F - Signature, 5 F - Réunion publique de Valence, 18 F - Anonyme, 4 F - M.P., 13 F - Un retraité de Vaise, 10 F - Mme Souchère, 10 F - Ernest, 3 F - Une commerçante, 1 F - Blondiaux, 7,10 F -Filécia, 5 F - Une femme de Vaise, 2 F - Une femme de Vaise, 2 F - Gertit, 5 F - Guillard, 5 F - J.P., dessinateur Delle-Alsthom, 50 F - G.M., dessinateur Delle-Alsthom,

ROANNE: C.G., élève de CET, 2 F - A.R., élève de CET, 1 F - Testard Roland, 10 F - Guilhot Claude, 10 F Un artisan bonnetier, 3 F - Un employé de bureau, 4 F - Jean-Louis Faure, 10 F - S.P., OS, 5 F - Tourier, 50 F - Un ouvrier, 10 F - Un col'égien de Carnot, 1,70 F - D. Tourier, 10 F - Joannès, 3 F.

GRENOBLE : Brun, 30 F - Brun N., 20 F - Pernette Langley, 50 F - Anonyme, 10 F - Un lycéen de Mounier, 8 F - Un lycéen de Mounier, 10 F - Mariane Robert, 10 F - Une sympathisante, 10 F - Anonyme, 30 F - Un lycéen de Mounier, 3 F - Deux ouvriers de APF, 4 F - Un tra-vailleur, 10 F - Un lycéen de Mounier, 8 F - Un lycéen de Mounier, 5 F - Anonyme, 10 F - Wolf, 50 F - Miras, 25 F - Bezard, 20 F - Hugonet, 2 F - Manin, 2 F - Mu-

gnier Monique, 3 F - Génas, Grenoble, 10 F - Reynaud, 10 F - Champenois, 5 F - Mondin, 10 F - Milay, 5 F - Brandt, 10 F - Guerrin, 10 F - Demongeot, 103 F - Martial, CNRS, 50 F - Rosa, CNRS, 10 F - Employée de bureau, 10 F - Boiron, 20 F - Une sympathisante, 30 F - Une sympathisa Une lectrice, 20 F - Une ancienne ouvrière, 8 F - Une sceptique, 8 F.

Une lycéenne de S. Weil, 8 F - Prof de Simone Weil, 30 F - Melle Champin, professeur d'histoire, 50 F - Une ouvrière, 10 F - Un forain, 3,45 F - Un forain, 3 F - Une commerçante, 5 F - Une employée de bureau, 5 F -Belamri, 3 F - Une ménagère, marché St-Chamond, 1 F -Un lycéen Rive-de-Gier, 5 F - A. Carillo, St-Etienne, 10 F - Pierre C., 10 F - Fernand, 5 F - Sébastien et Odette, 40 F - Rebeaux, distributrice, 50 F - Gourari, ménagère, 7 F - J.C. Heim, 5 F - Une employée, 10 F - Falcon, tailleur, 1 F - Julien, monteur, 2 F - Scassone, coupeur, 1 F - Ouvrier dans le Bâtiment, 10 F - Ouvrier, 10 F - Pavez 10 F - Et dicate 5 F - Et dicate 5 F - Pavez 10 F - Bruyas, 10 F - Etudiante, 5 F - Etudiante, 5 F - Payre, lycée Cl.-Fauriel, St-Etienne, 10 F - La mère d'un sympathisant, 10 F - Un ouvrier de Creusot-Loire, 5 F - L.M., maçon, St-Chamond, 15 F - A.R., instituteur, 10 F -B.M., ajusteur, 5 F - Brunon-Bonnet, 30 F - Une ouvrière de Ronis (Rhône-Isère), 3 F - Un travailleur d'Ugine Kuhlman, 50 F - M. Champier, 20 F - Un employé de la ville de Lyon, 5 F - Un plombier sympathisant, Nice, 10 F - Meeting Nice, 6 F - Un sympathisant Nice, 5 F - M. (Lyon), 5 F - Un ouvrier de Rhodia, 5 F.

VILLEURBANNE (marché)

Un commerçant, 2 F - Cultivateur, 1 F - Commerçant, 3 F - Commerçant, 1 F - Commerçant, 2 F - M.C. ménagère, 5 F.

GRENOBLE

Caussieu, 50 F - Natali, 10 F - Thermidor, 5 F - R. Montout, 10 F - Le Dizès, 20 F - Davie, 10 F - Gaillard, 5 F - Un travailleur Caterpillar, 8 F - Jullian, 5 F - Duponte, 35 F - Une retraitée (qui votera Arlette), 20 F - Un lecteur, Pont-de-St-Claix, 10 F - Un ouvrier métallurgie, Echerolles, 10 F - Soutien à une candidature ou-vrière (Caterpillar), 10 F - Une copine de Grenoble, 300 F - Un couple sympathisant, 20 F - Hugues, 5 F - Un ouvrier de St-Chamond, 3,40 F - Collecte meeting St-Etienne, 71 F - Collecte meeting Rive-de-Gier, 20,40 F.

VALENCIENNES

Delcroix Anne, 2,50 F - Buch S.M., 1,65 F - Soyez Alain, 1 F - Ian, 10 F.

MEETING VALENCIENNES : Gars du FEN, 10 F -Grouier, 10 F - J.-Claude, 15 F - Yann, 20 F - Gilbert, LTE, 10 F - Bernard, Hervé, José, 5 F - Plichon Jean-Paul, 10 F - J.-P. Chrysle, 2 F - Lycée Technique, Nou-nours, 3 F - Eugène Barbier, 2 F - Yenour, 1 F - Eve, 1 F - Etienne, 3 F - Christophe, 3 F.

DENAIN

Hebbar M., 2 F - Rigarx J.P., 1 F - Guisens Eddise, 5 F - Lycéen, 2 F - Hôpital Denain, 100 F - Instituteur Bailleul, 8 F - Gars du bâtiment, 2 F - Employée, 200 F - Retraité, 2 F - Etudiante, 20 F - Prof PEGC, 100 F - Instituteur, 10 F - D., instituteur, 4 F - Ouvrier filature, 5 F - Ouvrier SIMA, 3 F - Lycéen, 2 F.

DUNKERQUE

La mécanique R.R., 5 F - Un retraité, 10 F - Une retraitée, 10 F - M.A., 20 F - Un révolutionnaire de Gde Synthe, 20 F - Nounou, 50 F - Le Gros des Chantiers de Synthe, 20 F - Nounou, 50 F - Le Gros des Chantiers de France, 10 F - Peiffer Jean, 1 F - Verwaerde Luc, 5 F - Niew, 1 F - Teyssier Monique, 10 F - M. L., étudiante, 11 F - G.R., cadre EDF, 10 F - C.D., Emarquant, 30 F - Assistante sociale, 8 F - SNCF, 10 F - Institutrice, 10 F - Etudiante, 30 F - Lycéen, 11 F - Allurtichuut, 5 F - Un lycéen d'Arras, 20 F - Un syndicaliste, Arras, 10 F - Une inconnue, Arras, 10 F - Une sympathisante, Arras, 50 F - Les Lefebyre, 50 F - Duquespe, André 10 F - Delbyelle Les Lefebvre, 50 F - Duquesne André, 10 F - Delhyalle, 5 F - Brassard L., 5 F - X., Arras, 4,50 F - Signature, 1,50 F - Allart, 10 F - Anonyme, 3,50 F - Une directrice de CET, 50 F - Gérard, Vivianne, 5 F - Caput, 10 F - Une cell, 50 F - Gerard, Vivianne, 5 F - Caput, 10 F - Une employée, 10 F - Soutien Arras, 18 F - Syndicaliste FO, Maubeuge, 10 F - Lycéen, Lens, 2,25 F - Lycéen, 5 F - Collégien, 10 F - Catania, 10 F - Etudiant en droit, 10 F - Carlier, action super 8, 10 F - X., 10 F - Abderramane, 10 F - Etudiante médecine, 5 F - André Victor, 10 F - Gaydier Philippe, 5 F - Leman Eric, 5 F - Signatures, 51 F - Huret, 1 F - Bullier, 5 F - Kolenda, 2,50 F.

Une travailleuse, 2 F - Czuczman, 5 F - Dinoire Claude, 10 F - Leclerc Christian, 7 F - Bréjon Patrick, 5 F - Lozé Daniel, 5 F - Signature, 5 F - Martinache, 5 F - Aide-soignante CHR, 10 F - Une autre aide-soignante, 5 F - Employée de bureau, Danzas, 5 F - Bernard, 100 F - Un petit bourgeois, 200 F.

SECURITE SOCIALE : B.H., 5 F - W.L., 1 F - P.M., 4 F - X., 10 F.

Mlle Bourret, 5 F - M. Davaine, 10 F - Mlle Cervoni, 5 F -

Délégué CGT Dujardin, sympathisant, 8 F - M. Martin;

MINISTERE DU TRAVAIL LILLE : P.S., vacataire, 20 F -

La morille, 18 F - Verbrugge, 3 F - Olivier, 5 F - Daubelcourt, 10 F - Labalette, 50 F - Elève CET de Mareq, 10 F - Ledru, 20 F - Schraenn, 15 F - Perret, 5 F -Signature, 10 F - Guillemard, 10 F - A.L., 5 F - L.G., 5 F - Fasquel, 3 F - Signature, 2,50 F - Signature, 2 F - Deballeau, 5 F - Peledicq, 2 F - Pojee, 1 F - Hochart Lam-

mens, 50 F - J.P. M. Lang, 100 F.

REGION PARISIENNE

Un OS de Gennevilliers, 250 F - Versilia, 11,50 F Sansignet, 6,70 F - Jean-Luc, 3 F - Yolande, 1,95 F -Luis Legrand, 10,25 F - Mme Touchois, Alfortville, 10 F -Luis Legrand, 10,25 F - Mme Touchols, Alfortville, 10 F-Label Jacques, 50 F - Rossi Christian, 5 F - Brice P., 5 F - Michel Hauchère, 5 F - Vriet Rémy, 5 F - Bridoux René, 5 F - Poussin Jean, 1 F - Huguette C., 2 F - Renée R., 2 F - Pierret Frédéric, 5 F - Annie, lycéenne, 2 F - Pierrette, 10 F - Serge, 4 F - Serge, 6 F.

IDEAL STANDARD: Un ancien de 68, 5 F - Leroy, 10

F - Baksi, 2 F - Szpirko, 20 F - Vannuz, 10 F - Codebec, 5 F - Paulette, 5 F - Pape, 2 F - Costi, 5 F - Natudus, 10 F - Irène, 5 F - Lese lier, 5 F - Rudeton, 10 F - B.A.,

5 F - Oliveras, 3 F - Jabbri, 10 F.

Bordes, Roussel-Uclaf, 20 F - Une ouvrière emballeuse, Hachette, 10 F - Eugène Pendu, ouvrier de fabrication, Roussel-Uclaf, 10 F - Thays, 10 F - Brizon, 15 F - Fremiot, 5 F - Berazateguy, 5 F - Policard, 2 F - Cauchard, 5 F - Dumontier, 5 F - Combien, 6 F - Alex, 2 F - Iorange, (Dassault), 5 F.

A. Guilpin, 50 F - Un sympathisant, 20 F - Jean-Claude, Rosny, 10 F - Ancien militant PCF, Perrusson, 37, 150 F - G.H., 30 F - M.H., retraité, 45, 20 F - Roland C., lycéen, J.D. S., lycéen, 10 F - Brichard, télexiste, C., lyceen, J.D. S., lyceen, 10 F - Brichard, telexiste, 10 F - P.F., collégien, 10 F - J.D., étudiant, Aubervilliers, 10 F - Bergen, 10 F - Balbure, 10 F - Un sympathisant de Bondy, 30 F - Un travailleur de Noisy, 5 F - Un employé CCP, 50 F - Un habitant de Noisy, 10 F - G.W., 10 F - H., 100 F - M.C., 15 F - A.C., 20 F - S., 5 F - D.B., 25 F - M.R., 10 F - N., 5 F - L. et Y., 15 F.

AUBERVILLIERS

S. Ferraguti, 100 F - B. Ferri, 100 F - J. Tardivel, 30 F -J. Schillinger, 20 F - Mme Cressard, 25 F - J.F. Baillon, 50 F - D. Chartier, 10 F - Baita, 150 F - Un sympathisant du 18°, 150 F - Un contremaître d'Idéal, 10 F - MAB, 10 du 18", 150 F - Un contremaître d'Idéal, 10 F - MAB, 10 F - Anonyme, 5 F - Anonyme, 20 F - Anonyme, 5 F - Olsen, 5 F - Madeleine, 5 F - Elisabeth, 5 F - C.B., 50 F - A. Parmain, 50 F - Manuel Mauret, 10 F - Daniel, 10 F - S., 10 F - Auger, 10 F - Frappart, 10 F - Mateu A.M., 10 F - Ruen Gérard, 10 F - Simon Z., 10 F - Mme Rieffel, SANACOTRA, 3 F - Mme Guillin, commerçante, 5 F - Electricien, CGE, 20 F - Vasconcelos, manuel, 5 F - Une ménagère, 50 F - M.P., Montreuil, 30 F - M. Lenfant, Montreuil, 50 F - Un enseignant de Chalons, 5 F - M. et Mme Lebonts Chalons, 30 F - Lin ouvrier Dassault et Mme Lahontaa, Cha ons, 30 F - Un ouvrier, Dassault, 100 F - Une lycéenne, 70 F - Brochet, 20 F - Une du bureau central Renault, 20 F - Hedouin René, RNUR, 10 F - Une travailleuse collègue à Poher (intérimaire), 8 F - Noblet, RNUR bureaux, 10 F - Lefeure, 100 F - Un gazier, dépt 28, 50 F - Un travailleur de Renault Flins, 20 F - Un sympathisant, 100 F - A.A., St-Leu, 10 F - Un copain, 200 F - Hugo, 30 F - Deker, 13 F - Piquemal, 5 F - M. Driancourt, 5 F - M. Codon, 5 F - M. Le Ny, 5 F - M. Lamy, 5 F - Anonyme, 10 F - L'imprimeur, Evreux, 50 F - Lagière, 3 F - Un travailleur algérien, 1 F - Un jeune de Saint-Ouen, 2 F - Une acheteuse de LO, 8 F - Deux enseignants toujours convaincus, 100 F - Pour des affiches, 3 F - Un sympathisant, 3 F - Deux qui sont pour Richard de Veinotte, 10 F - Ingénieur, fils d'ouvrier, 10 F - Henry Michel, 10 F - Mohamed, 20 F - Au cours d'une vente, 3 F - Manuel, 10 F - Gonzalo, 10 F - P.L., employé BNP, 5 F - G.R., 10 F - X., 3 F - Y., 3 F - Z., 3 F - Guy, 10 F - Robert, 5 F - Une étudiante, 8 F - Un lycéen sympathicant 5 F - Une étudiante, 8 F - Un lycéen sympathicant 5 F - Une étudiante, 8 F - Un lycéen sympathicant 6 F -Robert, 5 F - Une étudiante, 8 F - Un lycéen sympathisant, 5 F - Un technicien, 70 F - Un sympathisant, 60 F - Un agent hospitalier, 5 F - Mme Sarazia, 10 F - Anonyme, 10 F - Mme Floch, 3 F - Mile Lambard, 10 F - Josselin, 22 F - Baille, ycée P.V., 4 F - Perenne, 50 F - N.I., 5 F - Jean-Paul B., 25 F - Gérard T., 15 F - Dominique O., étudiante, 15 F - Maurice C., étudiant, 30 F - Michel C., 15 F - Godin, 10 F - Fernande B. et Monique, 10 F - Adia, 10 F - Ceta, 10 F - Mado, 10 F - J.L. D., 4 F - M. R., 5 F - Une vendeuse, 10 F - Un étudiant, 5 F - A. Y., élève ENSET, 30 F - Travailleurs du 14°, 10 F - Ingénieur TPE, 10 F.

ORTF: Un travailleur, 20 F - Quatre autres travailleurs, 14 F, 10 F, 25 F, 20 F - Une institutrice du 14°, 5 F. Des sympathisants, 50 F - M. Delalune, 10 F - T. de M. 14° arrond., 8 F - J.P. D., ENSET, 25 F - M.V., ENSET, 50 F - Peti H., 20 F - Z.T., 30 F - J.L., 10 F - J.L. Taveny, 3 F - Alex, 100 F - M. B'ondel, 3 F - Travailleurs d'Evreux, 4 F - Florence Portes, journaliste, 20 F - Michel Granier, 30 F - M. et Mme Havart, 10 F - Mme Liberman, 10 F - Anonyme, 10 F - Un camarade qui aurait pu aider plus efficacement la campagne, si certains militants de la CGCT ne venaient pas si souvent avec une heure de retard aux rendez-vous qu'ils fixent eux-mêmes, 60 F - Nathalie, 50 F.

ERICSSON: Yves, 50 F - Lise, 20 F - Guyot, 10 F - Leottec, institutrice, 10 F - Fanny, comédienne, 10 F - Jean-Luc, ingénieur, 30 F - Anonyme, 1 F - OS, TT, 5 F. R.P., 10 F - Anonyme du 19°, 50 F - E.P., 10 F - Bar-

lerin J.C., 50 F. Vivet, 26 F - Sevilla, 5 F - Guegen, 8 F - Le Guilly, 10 F - Choukoune, 10 F - Martin, 310 F - Houyel, 15 F - Plachon, 20 F - Le François, 10 F - Roger, 100 F - Haza, 12 F - Rigaudy, 1 F - Braun, 2 F - Bernu, 10 F - Fauvel, 2 F - Rouge FCR, 2,25 F - Wormser, 10 F - Bedfert, 32 F - Gleires, 5 F - Garzaro, 15 F - Siragna, 10 F - Anonyme, 3 F - Gourdet, 10 F - Ranoux, 10 F - Dassé, 10 F - Peju, 10 F - Un ingénieur de Th. Bagneux, 20 F - Un résident ALJT (Malakoff), 3 F - Un travailleur Th CSF Bagneux, 5 F - Un employé Thomson CSF Bagneux, 10 F.

THOMSON GENNEVILLIERS

Antonio, 31 F - Gérard, 5 F. Un employé, 50 F - Mouillé J., 15 F - Bon Christian,

20 F - Une étudiante en médecine, 8 F - Un étudiant en médecine, 50 F - Un lecteur Arnouville, 20 F - Bigaroli Juliette 20 F - Bigaroli Line, 20 F - Un employé, 10 F -Un ouvrier CGCT, 10 F.

ERICSSON

Caillau, 10 F - Mumtoni, 100 F - Poupard, 10 F - Anonyme, 5 F - Un testeur, 5 F - Un testeur, 10 F - Yang, 5 F - Un testeur, 10 F - Un ouvrier, 10 F - Rigaud, 10 F -

Legrand, 10 F - Roppers, 10 F - Bollerot, 10 F.
GT Paris II°, 100 F - Un sympathisant tourangeau, 50
F - Aubert, 5 F - Djergaïan, 10 F - Flandre, 5 F - Elle est bien Arlette, 20 F - Une travailleuse de la Thomson CSF, 20 F - Une Basque de la Thomson, 10 F - Rosa Garcia, 50 F - Une animatrice de l'Oise, 10 F - CP, 5 F - Kermarec, Montataire, 10 F - Nain Thomson Bagneux, 15 F - Elard (Thomson Bagneux), 10 F - Boileau Serge, 5 F - Boileau Marine, 5 F - Dominique, miroitier, 100 F - Kalfon, patit commercent, 2 F

Kalfon, petit commerçant, 3 F.

Verstraeten, 20 F - Torel, caissier CCIP, militant CFDT, 6 F - R. Ghirovki, 50 F - P. Lowy, 50 F - C. Warden, 30 F - Beliard, 30 F - Jean-Marie Godard, 10 F - Nicole F - Beliard, 30 F - Jean-Marie Godard, 10 F - Nicole Moulin, 10 F - J.M.B., BNP, 100 F - G.L., BNP, 200 F - Bertrand, 50 F - Rollin, 50 F - Delannoy, 50 F - Delannoy, 50 F - Marie-Paule, 10 F - Fouquart, 10 F - Comte, 10 F - Mme Scelles, Massy, 8 F - Un employé, Paris-15, 5 F - Un employé, Paris-15, 5 F - Un employé, Paris-15, 5 F - Mme Laurent, Montrouge, 5 F - Mme Marie Françoise, 8 F - Mme Françoise, 8 F - Mme Françoise, 10 F - Un jeune militant, 10 F - Un jeune révolutionnaire et écologiste fauché, 5 F - Une vendeuse sympa, 10 F - Une Antillaise qui ché, 5 F - Une vendeuse sympa, 10 F - Une Antillaise qui vous approuve, 5 F - La grande Paulette, 10 F - Un sympathisant, 10 F - Un retraité (68 ans), 3 F - Un ouvrier, 10 F - Un ouvrier, 3 F - Un ouvrier, 20 F - Standardiste, 10 F - Une ouvrière de Norton, 10 F - Angult, dardiste, 10 F - Une ouvrière de Norton, 10 F - Angult, 5 F - Anonyme, 10 F - ZL, 5 F - Cadet, 5 F - Un agent sympathisant, 15 F - Marie-Claire, 5 F - Catherine, 5 F - Forence, 5 F - Mireille, 80 F - Thomas, 5 F - Jeanne, 5 F - Une employée des AGF, 10 F - Une autre, 5 F - Une employée des AGF, 10 F - Une autre, 5 F - M. Hemoni, 5 F - M. X, 5 F - M. Y. des Gemevex, 4,50 F - J. Tesseyre, 20 F - J. L.L. (Drancy), 30 F - Sambar, 100 F - Leroy, 50 F - Binaud, 5 F - Legacheur, 10 F - Beaulieu (ouvrier de fabrique), 10 F - Ouvrier Constantin, 20 F - Une travailleuse d'Océanic, 10 F - Un ouvrier sur le marché Lucé, 1 F - Anonyme. 10 F - Un ouvrier sur le marché Lucé, 1 F - Anonyme, 10 F - Candéla, 70 F - Une habitante d'Ivry, 10 F - Un habitant d'Ivry, 3 F - Un sympathisant, 20 F - Verger, 20 F -J.J., 3 F - Etudiante, 2 F - Jeanine, 5 F - Hervé, 2 F - Etudiante, 50 F - Gap, 30F - Marcel Derhan, 40 F - S.B. Troyes, 70 F - Un petit bourgeois conscient visiteur médical, 50 F - Un petit bourgeois conscient journaliste, 50 F - Gallier, 50 F - Françoise, 20 F - Quesne, 20 F - Un Anar, 20 F - Laurent (écolier), 10 F - Une femme au foyer, 20 F - Une assistante sociale, 18°, 125 F - Une femme de ménage, 15 F - 3 travailleuses sociales 15 F -Une grand'mère, 15 F - Jean-Claude, 5 F - Anonyme, 3 F - Gérard, 4 F - Un ouvrier immigré, 22 F - Un étudiant en médecine, 21 F - Une étudiante (Paris), 10 F -Une rééducatrice CMPP Paris, 10 F - Monteur en téléphone Argenteuil, 8 F.

Mme H., Espagnole, Argenteuil, 10 F - Electronicien travaillant comme marchand de journaux, 5 F - Une étudiante, 5 F - Mme P. secrétaire Argenteuil, 20 F - M. M.L., Antillais, Argenteuil, 20 F - Dr N.M., 100 F - M.B. prof. CET, 10 F - Dandonneau (retraité EDF), 10 F - Van Cartenbooch, 10 F - D. Aubert 17°, 10 F - Thered, 3 F - Sébastien (lycéen), 5 F - P. Driollet (lycéen), 15 F - D. Roberton (employé du Crédit Lyonnais), 20 F - Lassalle (lycéen), 7 F - J. Fay, 2 F - P. Tourret (lycéen), 15 F - Y.M. Adjadji, 3 F.

POLYMECANIQUE: Vincent, 10 F - Djebaili, 20 F - Alain, 3 F - Antonion, 2 F - William, 10 F - Jean-Claude, 5 F - Un OS, 3 F - Un ouvrier de la Poly, 5 F - Un jeune ouvrier, 3 F - Un sympathisant de Corbeil, ex-PC, 10 F -

Les travailleurs d'Evry, 5 F - Renard, Corbeil, 10 F - Lefevre, 5 F - Le Bourget, 10 F - Delattre, 30 F - Stan, 50 F - Sympathisant, 40 F - Un sympathisant, 20 F - SNCF: Etienne, 1 F - Veron, 1 F - Chipérisson, 1 F. Pop, 1 F - Laccarrière, 4 F - Sergio, 5 F - Un non sectaire du FCR, 3 F - Magné, institutrice, 10 F - Toca, 3 F - Bono, 2 F - Louis, Ourcq, SNCF, 3 F - Hoffschir, 4 F -

CET Belzunce: Franca, 5 F - Wallon, 1 F - Gobert, 3 F - Riou, 1,20 F - Macorigh, 1,40 F - Isaac, 1 F - Bescop, 1,50 F - Duvri, 1 F - Bessib, 1 F - Boschel, 2 F -

Donnard, 10 F - Lantier, 2 F - Jean-Michel, 10 F - Solange, 5 F - Pascal, 5 F - Frederic, 2 F - Triphon, 5 F -Un travailleur de Citroën, 30 F - Karo et Tamara, 50 F - Lamontagne, 10 F - Ledoriol, 30 F - Loison, 5 F - Montagne, 8 F - Leveneur, 10 F - Blanchet, 5 F - Josiane, 10 F.

CHEQUES POSTAUX : G. Taele, 1 F - Petit, 3 F -- Regne, 30 F - D. Laurent, 20 F - Mme Puig. 10 F - L'Aire, 10 F - Zozor et Fort, 100 F - M. P., Créteil, 5 F - Glenat, 6 F - Jean, 10 F.

Un lycéen du lycée technique de Cluny, Haute-Saône, 20 F - Des techniciens PTT, 30 F - Un sympathisant de Fontenail'es, Yonne, 10 F - Berradet J., 10 F - Gaher,

CARBONE LORRAINE: Mouney, 30 F - Deuley, 5 F - Treille, 10 F - M., 5 F - M.B., 2 F - Limarrel, 5 F - Lavaud, 5 F - Anonyme, 2 F - Serone, 5 F - Joblon, 10 F -Gharmahoui, 3 F - Yayah, 4 F - Poquet, 16 F - Fraga,

Une militante syndicale de Troyes, 50 F - Meeting Troyes, 32 F - Infirmière, 5 F - Anonyme, 10 F - Le Busillet, 10 F - I.M., prof de CET, 100 F - M.F.V., prof de CET, 10 F - V., Antony, 250 F - Lycéen de Nanterre, 5 F Un travailleur de chez Crouzet, 10 F - A.F., Paris-18, 15 F - P.V., Paris-18, 15 F - Jackie, 10 F - Gerald, 5 F - Jean-Marie, 5 F - Robert, 5 F - Pierre, menuisier, 5 F - Andrée, agent hospitalier, 5 F - Dominique, électronicien, 5 F - Rost, Rhône-Progil, 5 F - Un forgeron, 5 F - Pudens, 2 F - Un travail eur, Paris-17, 5 F.

CET RUE DES HAIES: Pradelle, 2 F - Serfati, 1 F -

Hilario, 1 F - Andreani, 1 F - Berthon, 3 F - Boissier, 1,20 F - Mme Diego, 20 F.

Un habitant de Paris-20, 4 F - Un employé de bureau, 6 F - M. Hirva, 3 F - Une mère de famille du 19°, 5 F -Une vendeuse, 10 F - Bodaine, 50 F - Maubras, 20 F - Michel, 80 F - Un travailleur Grandin, 10 F - Un sympathisant de Stains, 100 F - A. Abram, 50 - J. Philippe, 5 F - Une habitante de la ZUP, Fontenay, 3 F.

UAP LEFEBVRE

Une sympathisante, 10 F - 4 sympathisants, 5, 20, 20 et

10 F - Un parieur de l'UAP.

Jean Philippe, 5 F - Une habitante de la ZUP Fontenay, 3 F - Mario Jo H, 2 F - Yves, 2,70 F - Michel sans fric, 2 F - Emmanuelle (UAP Lefèvre), 5 F - Danièle, 3 F - S.B.T., 2 F - Jacky, 10 F - Demerlias C (Houilles), 5 F - Camarzan A Paris, 5 F - Rouillon V Maisons-Alfort, 5 F - Hirsig A (Bonneuil), 5 F - MRA (métallurgiste), 3 F - Un sympathisant d'Alfortville, 4 F - Chantal A, 10 F - Michel et Claudine Dizier, Villejuif, 10 F - L.A. lycéen, 3 F - A.R. Montreuil, 3 F - PT Paris 13° 2 F - - JLV (La Paix), 10 F - C Moura Paris 13°, 10 F - DB (La Paix), 20 F - JL employé La Voix, 10 F - UP La Paikirade, 5,80 F - R.D. La Paix, 3 F - Un employé La Paix, 5 F - M.C. La Paix, 5 F - Un employé La Paix, 2 F - N.D. La Paix, 10 F - A.C., Cie GAN, 5 F -P.L., Paris-13, 2 F - A. Abram, 50 F.

COMPAGNIE D'ASSURANCES LE MONDE

Guérin, 5 F - Delandre, 5 F - Dhotelle, 5 F - Helle Buyck, 5 F - Enecart, 5 F - Sansone, 5 F - Ludwig, 5 F - Regnernur, 5 F - Sovatti, 5 F - But, 5 F - Siamer, 5 F - Lecoq (dactylo), 3 F - Pichère (empl. caisse), 13 F.

COMPAGNIE D'ASSURANCES LE NORD

Bellouche, 3 F - Balbi, 100 F - Un archiviste, 5 F - Un imprimeur, 5 F - Un rédacteur auto, 9 F - Un rédacteur sinistre, 15 F - Un archiviste, 10 F - Un employé de bureau, 10 F - Un autre, 5 F - Un autre, 5 F - Nicole employée de bureau, 5 F - Agnès, 5 F - Un aide rédacteur, 5 F - Didier manutentionnaire, 7 F - Richard archiviste, 5 F - Jean Paul archiviste, 5 F - Employé du Nord, 2 F - Un employé ZUP Fontenay, 2 F - Pedro Pré-St-Gervais, 50 F - Lin agent de maîtrise technique, 20 F - Rottero (mé-50 F - Un agent de maîtrise technique, 20 F - Bottero (médecin), 10 F - Anonyme (Paris 20"), 70 F - Warot, 10 F - Un employé de bureau, 5 F - Une ménagère, 10 F - Un rédacteur, 4,50 F - Une employée de bureau, 10F - Une employée de bureau, 2 F - Une employée de bureau, 4 F - Un agent de maîtrise, 10 F - Un rédacteur, 10 F - Une perforatrice, 10 F - Une dactylo, 10 F - Un employé de



bureau, 5 F - Une employée de bureau, 10 F - Un informaticien, 10 F - Une employée de bureau, 10 F - Mehault, 10 F - Louis, 5 F - Un sympathisant de Stains, 10 F -Claudine (employée de bureau), 10 F - Patricia (ouvrière sympathisante), 15 F - M. et Mme T, ouvriers, 100 F - Un sympathisant de Saint-Ouen, 20 F - Une jeune enthousiaste, 20 F - Un ancien ouvrier du Livre, 50 F - Une technicienne de l'aérospatiale, 100 F - Une secrétaire près de la retraite, 10 F - Un ouvrier du Livre, 100 F - Un travailleur de Desfossés, 10 F - Un travailleur de Desfossés,

UAP LEPELETIER

Taillandier Serge, 50 F - Rible Jean-Louis, 10 F - Thellier Michel, 10 F - Mercier Danièle, 10 F - Tonan Sylvie, 10 F - Lagande Carole, 10 F - S.F., 10 F - Cusey, 30 F -Buchelet, 15 F - Sylviane Nachon, 10 F - Gérard Gaudin, 10 F - Un employé, 5 F.

COMPAGNIE ASSURANCES « EUROPE »

Gérard, 10 F - André, 2 F - Mme Borough, 3 F - Marie Laurence, 10 F - Andre, 2 F - Mille Bolough, 3 F - Maile Laurence, 100 F - Bernard, 30 F - Alain, 20 F - Danièle, 10 F - Dominique, 10 F - Anonyme, 50 F. Poulain, 10 F - Emery, 10 F - Jugon, 10 F - Vaulot, 50 F

- M. Couten, 10 F - M. et Mme Larnoux, 5 F - Decunière, 5 F - Colliot, 10 F - 2 sympathisante Athis-Mons, 20 F -G.L. (UAP), 50 F - Hames, 20 F - Tiloloy, 5 F - Yeddou, 10 F - Chapeleine, 5 F - Boulaud, 5 F - Latry, 5 F - N.R. ménagère, 5 F.

UAP UNION

Bensussan Franck, 50 F - Rubia Anita, 50 F - Berçon Michel, 10 F - D.R., 30 F - C.U., 10 F - M.B., 10 F.

ASSURANCES EUROPE

Bouhassa, 5 F - Mohammed, 10 F - Nicole, 10 F - Jean, 10 F - Jean François, 20 F - Mme Guy, 6 F - Mme Llettry, 5 F - Patricia, 5 F - Claude Rougier, 18 F.

Un professeur (Pré-St-Gervais), 20 F - Une étudiante fauchée, 0(60 F - Un OS, 19,40 F - Un étudiant d'Orsay, 10 F - Nguyen, 10 F - Michel Leguevel, 100 F - Employée Sté Générale Paris 19, 150 F - Dominique Vital, 20 F - Une symp. (Hôpital Tenon), 50 F - Un employé EDF-GDF de Melun, 4 F - Anonyme (Melun), 5 F - Travailleur PTT, 20 F - Travailleur de Everitube (Melun), 10 F - Un travailleur du Bâtiment, 3 F - Une institutrice, 5 F - Une aide-soignante de Necker, 10 F - MIle Russier, 100 F - M. et Mme Russier, 50 F - Kleinlogel, 5 F - Geindreau Dominique, agent SNCF (Melun), 100 F - M. Zubiarrain, 3 F - Sympathisant Necker, 50 F - Jean-Marie (Broussais), 10 F - 2 garçons de salle (Broussais), 5 F - Jean (garçon de salle), 10 F - Marc, 5 F - Lemunier, 20 F - Lambert, 100

F - Thomas, 70 F - Une infirmière de Bretonneau, 15 F -Une travailleuse de Montmartre, 20 F - Anonyme, 5 F -Lanoix, 10 F - Fifi CET Bezons, 3 F - Fouilloux, 5 F - 1 femme travailleuse, 3 F - Denise Fonteline (Necker), 5 F remine travalleuse, 3 F - Denise Fonteline (Necker), 5 F - Corfield, 5 F - Delbos Camille, 20 F - Da Costa (Melun), 3 F - Bettia, 5 F - Chimier, 10 F - Philippon, 4 F - Vidal, 5 F - Michetra, 5 F - AV,10 F - Anonyme, 5 F - 2° anonyme, 1 F - Employée PTT, 10 F - Enseignante 5 F - Anonyme 35 F - 1 Guadeloupéen, 5 F - Un habitant du 20°, 3 F - Une enseignante, 50 F - Annie, 30 F - 1 passant sans monnaie, 3 F - Un sympathisant du 20°, 8 F - Une sympathisante, 2 F - Une couturière de Versailles, 10 F - Un dessinateur du 10° 20 F - Un employé du 10° 500 F - Un dessinateur du 10° 20 F - Un employé du 10° 500 F - Un dessinateur du 10° 20 F - Un employé du 10° 500 F - Un dessinateur du 10° 500 F - Un employé du 10° 500 F - Un dessinateur du 10° 500 F - Un employé du 10° 500 F - Un dessinateur du 10° 500 F - Un employé du 10° 500 F - Un dessinateur du 10° 500 F - Un employé du 10° 500 F - Un dessinateur du 10° 500 F - Un employé du 10° 500 F - Un employée du 10° 10 F - Un dessinateur du 10°, 20 F - Un employé du 10°, 10 F - Un dessinateur du 10°, 20 F - Un employé du 10°, 5 F - Une sympathisante de Ménilmontant, 3 F - Un dessinateur du 10°, 8 F - 3 BTF du 10°, 15 F - Un ouvrier de Citroën, 13 F - Une employée de l'IRIA, 10 F - Anonyme, 10 F - Anonyme, 10 F - Anonyme, 10 F - Anonyme, 5 F nation, 15 F - Alvarez Manuel et Encarnation, 20 F -Tourneur P2 SNECMA, 10 F - Un travailleur de Draveil, 3 F - Une sympathisante, 2 F - Une sœur Yaga, 3 F - H. Vandernynckele, 3 F - Chevillard R, 4 F - Houchot, 5 F - Cheminot de Villeneuve, 10 F - Un garçon de café, 5 F - Cheminot de Villeneuve, 10 F - Un garçon de café, 2 F - Yam, 5 F - APP Villeneuve, 4 F - Une secrétaire, 10 F - Femme au foyer, 1 F - Une sympathisante, 70 F - Un travailleur, 10 F - Scalmama, 10 F - Un apprenti révolutionnaire, 50 F - Kachmareck, 5 F - Lopez, 5 F - Un travailleur, 3 F - Monchaux, 10 F - Une employée sympathisante, 5 F - Jean, 5 F - Un étudiant révolutionnaire, 5 F - X Saint-Lazare, 6 F - M. Trunquit A., 5 F - Un médecin, 200 F - Un sympathisant, 10 F - Une sympathis médecin, 200 F - Un sympathisant, 10 F - Une sympathisant, 10 F - Une sympathisant, 10 F - Une sympathisant, 4 F - Une sympathisante, 20 F - G. Baison, 5 F - A.M.G., 40 F - D.P. 100 F - A.M. Green, 10 F - A. Maestraci, 60 F - M.F. Jacid, 10 F - Sympathisant, 2 F.

REGION DE CLERMONT-FERRAND

Une AHS du CHU, 30 F - Une étudiante en médecine, 10 F - Un étudiant en BTS, 15 F - Deux travailleurs de Corrèze, 100 F - Un employé de bureau, 10 F - Employée HG, 10 F - Dactylo, 5 F - Un employé de bureau, 5 F - Employée HG, 5 F - Une élève infirmière, 6 F - Enseignant, 10 F - Enseignante, 10 F - Enseignante, 10 F - M. Coulon, S., 10 F - Enseignante, 10 F - Mile Prulière Janie, 10 F - Mme Dosgilbert Moddy, 10 F - Enseignant, 5 - Employée Sécurité sociale Clermont-Ferrand, 50 F - Tourneur Pont du Château, 50 F - X., Ollier, Clermont-Ferrand, 6 F - Thierry, enseignant, Clermont, 6 F - Dissard, horloger, 20 F - M. Joël Ollieger, 20 F - M Anonyme, enseignant à Montluçon, 20 F - M. Joël, ou-vrier, St-Pourçain-sur-Sioule, 11 F - Anonyme, employé à la Sécurité sociale, Clermont-Ferrand, 8 F - Deux enseignants de Montluçon, 20 F - X., ouvrier maçon, 50 F - M. X., retraité, 10 F - Un employé Sécurité sociale, 20 F - Un employé Sécurité sociale, 5 F - Un appelé, 10 F - Un étudiant en psycho, 10 F - Une employée de clinique, 14 F - Un ouvrier Michelin, 3 F - Un ouvrier, 5 F - Une étudiante en psycho, 2 F - Une employée de clinique, 14 F - Une étudiante en psycho, 2 F - Une employée de clinique, 14 F - Une employée de clinique, 15 F - Une employée de clinique, 16 F - Une employée de clinique, 17 F - Une employée de clinique, 18 F - Une nique, 14 F - Un ouvrier de Michelin, 3 F - Un ouvrier, 5 F - Une étudiante en psycho, 2 F - Une mère de famille, 10 F - Une travailleuse retraitée Michelin, 5 F - Un étudiant d'Amédé-Gasquet, 9 F - Une retraitée Michelin, 5 F - Un étudiant de sciences, 10 F - Une étudiante en psycho, 5 F - Un étudiant d'Amédé-Gasquet, 70 F - Un étudiant d'Amédé-Gasquet, 10 F - Une lycéenne de Jean-ne-d'Arc, 20 F - M.P., institutrice, 10 F - M.P., Clermont-Ferrand, ouvrier AIA, 10 F - D.J., ouvrier AIA, 20 F -Un gars de la CRAM, 20 F - Un emp oyé de la CAF, 25 F - Retraitée, Issoire, 10 F - Travailleur espagnol, 10 F -

CEGEDUR: Un ouvrier, 20 F - Monnerey, 20 F - B.J., ATF, 5 F - B.A., ATF, 20 F - D.A., ATF, 50 F - R.G., 5 F. Dupont, sympathisant, 209 F - Un libertaire, 30 F -Collecte, 50 F - OS, 10 F - Ouvrière confection, Montlu-çon, 10 F - Ouvrier PTT, Clermont-Ferrand, 30 F - Mili-tant syndicaliste CGT, 5 F - Garrido Maria, sympathisante PS, 22 F - Nadine, 10 F - Vendeuse sympathisante PS, 22 F - Nadine, 10 F - Vendeuse sympathisante LO, 25 F - Anonyme, 50 F - Syndiqué CGT, 3 F - Employée à la ville, 10 F - Citées de la Plaine, 20 F - Travai leur Michelin, 5 F - Etudiante, 5 F - Ouvrier Michelin, 20 F - Ouvrier OCT Michelin, 8 F.

REGION DU NORD

Verrielle Jocelyne, 10 F - Fleurbays, 10 F - Nave Georges, Ford Mardyck, 10 F - Anonyme, 3 F - Leny Chantal, 10 F - Un travailleur d'Usinor, 3 F - Un travailleur d'Usinor, 100 F - Une ménagère de Ford Mardick, 10 F - Simone Grange, Dunkerque, 50 F - Un lycéen technique, Coudekerque, 1 F - Mme Landaes, Dunkerque, 5 F - M. René, Dunkerque, 20 F - M. Is, Usinor, 100 F - M. J. M. Is, Usinor, Faches, Thumesnil, 10 F - Numery A., 3 F - Lourdelle B., 3,50 F - Guillo Janine, 5 F - Etudiante en médecine, Lil e, 50 F - H.D., Douai, 6 F - Enseignante Faches, Thumesnil, 10 F - Guichard Henri, 10 F - M. Bayo Christiane, 3 F - Anonyme, 0,50 F - Anonyme, 5 F - Normalienne, 50 F - Caudroit, 30 F - Travailleur, 10 F - Normalienne, 5 F - Normalienne, 5 F -Bétrémieux Marie-Jeanne, CHR, 5 F - Mme Marie, 5 F -Fourdrignier Janine, commerçante, 10 F - Leroy Jacqueline, étudiante, 5 F - Foubert M., commerçante, 10 F -Laneres Philippe, étudiant, 5 F - Mortreux Francine, mère de famille, 10 F - Un étudiant, 6 F - Roumain, Belgique, 8 F - Pierre, Belgique, 3 F - X., retraité, 10 F - Bernadette, Chèques Postaux, 20 F - Michelet, 10 F - X., 20 F - X., 10 F - X., 10 F - Signature, 50 F - M.Z., 10 F - E.D., Lille, 50 F - Etudiante en lettres, 5 F - M. Kovac, 10 F - Un ouvrier de chez Domézon, 10 F - Szymanski, 5 F - Anonyme, 5 F - Anonyme, 0,50 F - Anonyme, 1 F -Anonyme, 0,50 F - Lavore: Martine, 10 F - Une symphatisante, 50 F.

LENS

Annie et Paquié, 4,20 F - Philippe Tholliez, 2,50 F - Signature, 1,10 F - Anonyme meeting Lens, 10 F - Anonyme, 7 F - Fatou Claudie et Latosi Claudine, 5 F - Patrick Pataki, 3 F - Wanoux, lycéenne, 5 F - Un groupe de lycéens de Lens, 8,20 F - Mme X., Mesnil, 50 F - Dumortier, 10 F - Lenoir, 10 F - Marlière, 7 F - Carlier, 5 F

dans les entreprises

Tachon toujours occupé



Commencée le lundi 27 avril, la grève avec occupation, déclenchée lors de l'annonce de cent neuf licenciements, en est arrivée à l'heure où nous écrivons à son douzième jour.

A la fin de la prem'ère semaine d'occupation, le patron avait bien essayé de mettre sur pied un plan pour faire rentrer des non-grévistes dans l'usine, mais la ruse était vraiment grossière. Sous prétexte de payer des acomptes, il voulait faire rentrer le camion de la banque dans l'usine. Et bien entendu les non-grévistes seraient rentrés toucher leur argent!

Les grévistes refusèrent. Il fut convenu que les acomptes seraient payés dans le réfectoire qui se trouve en face de l'usine.

Pour préparer le paiement des acomptes qui devait avoir lieu le mardi après la Pentecôte, il fut nécessaire que le chef du personnel, ainsi que le chef comptable rentrent dans l'usine. Les grévistes acceptèrent, mais chacun de ces messieurs fut placé sous la garde de trois ouvrières. Ils furent obligés de travailler sous leur contrôle, suivis dans leur moindre déplacement, inutile de dire qu'ils faisaient triste mine!

Quant au long week-end de la Pentecôte, Il se passa somme toute assez bien. Bien sûr, nous n'étions pas nombreux à occuper, mais l'ambiance était très bonne. Samedi soir, Le sel de la terre fut projeté. Le film souleva l'enthousiasme de tous ceux qui étaient là. La séance se termina par des applaudissements et aux accents de l'Inter-

Dimanche soir, une autre séance de cinéma eut lieu dans l'usine.

LE VOTE-BIDON DU PATRON

Le mardi devait donc avoir lieu le paiement des acomptes. Cela constituait pour le patron une bonne occasion pour attirer les non-grévistes à l'usine. Il en profita pour organiser un vote avec la collaboration active de ce qui s'appelle le syndicat FO. Nous eûmes droit au curieux spectacle de ces messieurs trimbalant une urne, un isoloir et distribuant un tract ridicule. Les grévistes et la section CGT avaient décidé de boycotter ce vote organisé par le patron. A la sono, nous nous sommes adressés aux ouvriers venus tou-

cher leur argent. De la rue, puis du premier étage, nous avons harangué fermement tous ceux qui s'apprêtaient à aller voter. Les enfants des grévistes confectionnaient des avions en papier. sur lesquels ils avaient écrit « lâche » et les larguaient sur les non-grévistes. A plusieurs reprises, nous avons passé l'Internationale, faisant résonner le chant dans tout le quartier grâce à notre sono. Le résultat du vote boycotté fut, sur 425 travailleurs, de 187 votants dont 7 abstentions, 20 pour la grève et 160 pour la reprise du travail.

Mais, de toute façon, ce vote organisé et contrôlé par le patron était d'avance nul puisque les grévistes sont bien conscients qu'il n'appartient qu'à eux et à eux seuls de décider de leur

Les non-grévistes qui ont cru bon de voter auront au moins compris que ceux qui occupent l'usine sont décidés à aller jusqu'au bout. Que ce n'est pas ce vote qui les délogera!

QUATRE DELEGUES CHEZ LE JUGE

N'ayant rien pu tirer de son vote, le patron décida de passer à l'intimidation. Mercredi, deux membres de la direction vinrent à l'usine avec un huissier et une employée des bureaux. Ils eurent la naïveté de demander aux grévistes les noms de ceux qui occupaient. Ils durent bien entendu repartir bredouilles. Ils choisirent alors de convoquer quatre dé!égués chez le juge. Celui-ci, tout en rappelant que l'occupation était Illégale, laissa aux grévistes un « délai de réflexion » de six jours et informa les délégués qu'ils risquaient une amende de 50 F par jour d'occupation. Mais surtout, derrière cela, il y a la menace de faire intervenir la police contre les occu-

Néanmoins, les travailleurs ne se laissent pas impressionner par ces menaces. Chacun entend bien continuer l'occupation et est conscient que la seule façon de répondre au patron, qui, lui, peut en toute légalité jeter à la rue plus de cent travaileurs, est de continuer la lutte.

Tous, nous savons que notre combat sera dur mais nous sommes décidés à le mener jusqu'au bout.

Correspondant L.O.



AU CREDIT LYONNAIS: Stop... Stop... Stop au télex

Au Télex du Crédit Lyonnais, alors que la direction décidait de dissoudre le service, le personnel exigeait des garanties.

Il débrayait à plusieurs reprises afin d'obtenir des compensations telles que l'attribution d'un coefficient supérieur pour tous (20 points).

Après plusieurs débrayages, la direction cédait 30 points pour tout le monde. Mais tout n'était pas réglé. En effet, la direction ne paie que 70 % des heures de grève.

Jeudi dernier, le personnel montait en délégation à la direction et, après une réponse négative, il décidait majoritairement de continuer à débrayer.

La direction embauchant du personnel des P & T, il fut décidé, dès jeudi aprèsmidi de ne pas les laisser entrer. Et après 13 h 30, le personnel du Télex était en place aux portes du service et attendait les employés des P & T. Une seule personne des P & T refusait de rentrer chez elle et acceptait d'aller faire le travail des grévistes.

Vendredi matin à 9 h 30, le personnel du Télex se mettait en place derrière ses machines. Mais rien ne fonctionnait, les employés ayant décidé de fermer les machines et de faire la grève sur le tas. Le chef du Télex tentait de remettre les machines en marche et de prendre les télex. Mais au bout de cinq minutes il refermait lui-même les machines et plus personne ne travaillait sinon deux étudiantes et deux employés des P & T.

L'après-midi, une nouvelle brigade des P & T arrivait et deux employés sur six acceptaient d'aller faire le travail des arévistes.

La grève sur le tas se déroulait sans incident et à midi, quelques camarades allaient déjeuner, d'autres chercher des ravitaillements et mangeaient sur le tas. L'ambiance était bonne.

Le personnel du Télex, qui se bat depuis le mois de janvier, montre qu'il est prêt à se battre jusqu'au paiement intégral des heures de grève.

Correspondant L.O.

A GENERAL MOTORS:

Le plus gros trust du monde paie ses difficultés avec le salaire de ses ouvriers

A la General-Motors-France, c'est le changement dans la continuité. Par suite d'un ralentissement des ventes Opel, la direction de la GMF avait tout d'abord, en décembre dernier, commencé par ramener les horaires à quarante heures, avec perte de salaire. Ce furent ensuite douze cents travailleurs de l'usine qui furent mis en chômage technique, une première semaine en février, et trois semaines au cours des deux mois suivants. Le deux syndicats implantés à l'entreprise de Gennevilliers, la CGT et la CFDT, avaient à cette époque appelé à un meeting qui avait rassemblé environ neuf cents travailleurs. Malgré une ambiance assez chaude, CGT et CFDT ne proposèrent qu'un défilé dans les ateliers et demandèrent aux lockoutés de se présenter à l'usine le lundi matin, premier jour de la deuxième période de lockout. Ce fut un échec, les syndicats n'ayant pas voulu élargir le mouvement.

A nouveau, aujourd'hui, la direction invoque « un excédent d'heures productives et de frais fixes ». Concrètement, cette expression élégante se réalise pour nous par :

- onze cents travailleurs mis en chômage technique pendant quinze jours, du 10 au 21 juin, avec la promesse d'une troisième semaine semblable au retour des vacances. Et les travailleurs lockoutés recevront un « lot de consolation » de 5,25 F de l'heure ;

- Cinquante personnes « éliminées » des bureaux avant la fin de l'année : il y aurait déjà eu, selon la direction, vingt et une démissions. Ajoutons que cinq personnes ont déjà été licenciées sous des prétextes divers.

Devant cette situation, qu'ont fait les syndicats ? Ils ont appelé à un meeting à la cantine mardi dernier, en prenant bien soin de ne pas y faire venir les ouvriers du bâtiment I, un secteur assez

Sept cents personnes se sont déplacées. Un délégué CGT a d'abord pris la parole pour rappeler les faits, puis ce fut à un délégué CFDT de nous communiquer les décisions communes.

Le « plan d'action » des syndicats de l'entreprise se réduit à l'organisation d'une délégation au ministère du Travail, le premier jour de lockout, c'est-àdire le lundi 10 juin. Cette décision n'a pas été accueillie avec enthousiasme par les travailleurs. Le silence qui régnait au meeting montre bien qu'ils attendaient autre chose qu'une simple répétition de leur action précédente. Et lorsque, au cours de la dispersion, un ouvrier déclara qu'il fallait agir sur-le-champ, pendant qu'on était encore tous à l'usine, et non le lundi suivant, il fut applaudi autour de lui. Mais si une partie des travailleurs a conscience que ce n'est pas une simple délégation qui fera reculer la direction, ils ne sont pas encore prêts, dans l'ensemble, à engager la lutte par leurs propres movens.

Correspondant L.O.

CHEZ SIMCA:

Les 700 licenciements : une mise en scène

Simca - Chrysler - France a finalement renoncé aux sept cents licenciements annoncés à grand fracas il y a quelques jours. Après « intervention du ministère du Travail » et délégations du syndicat CFT-Simca auprès du même ministère du Travail, la direction a fini par « céder » et par déclarer que le personnel visé, plutôt que d'être licencié, serait reclassé au sein du groupe Simca.

Simca, patron de combat bien connu, a tout de même « cédé » bien facilement aux « pressions » syndicales. Mais tout s'explique lorsqu'on sait que la CFT-Simca, véritable syndicat fasciste organisé directement par la direction de l'usine, a précisément pour habitude de « réclamer à la direction » tout ce dont elle sait à l'avance qu'on va le lui accorder. Cette façon économique de revendiquer permet ainsi périodiquement aux deux parties de se livrer à une petite mise en scène, histoire de montrer, d'un côté que Simca est un patron « social ». écoutant les doléances ouvrières, d'autre part que la CFT est un syndicat qui « n'hésite pas » à revendiquer !

La mise en scène est d'autant plus évidente que Simca, pour réduire son personnel, n'a nul besoin de procéder à des licenciements collectifs par le biais du Comité d'Entreprise. En ne remplaçant pas le personnel qui q litte l'entreprise, en licenciant pour un oui ou pour un non, en exerçant des pressions diverses, par exemple en reconduisant des immigrés à la gare -- ce qu'elle fait couramment --, elie aurait déjà fait diminuer le personnel de l'usine de Poissy de plus de deux mille personnes depuis le 1er janvier 1974.

Dans ces conditions, l'annonce des sept cents licenciements aussitôt rapportée est plutôt une belle occasion de faire parler de la politique sociale du nouveau gouvernement, dont l' « intervention » a été si efficace, et aussi de parler de la CFT, considérée dans cette affaire comme un syndicat à part entière, exerçant des « pressions », défendant des « revendications », reçu au ministère du Travail. Comme quoi, la direction Simca, la CFT de l'usine et le ministre du Travail de Giscard s'entendent comme larrons en foire.

Mais si le « social » tant promis par Giscard est du social à la Simca, il n'y a pas de quoi pavoiser.

Crédit-Lyonnais (Paris)

Aux élections du Comité d'Établissement : le personnel vote pour le camp de la grève

U Crédit Lyonnais - Paris, viennent d'avoir lieu les premières élections professionnelles après la grève des banques, qui avait duré deux mois, de la mifévrier au 17 avril 1974.

Survenant un mois et demi après la reprise du travail, ces élections du Comité d'Etablissement, étaient bien sûr marquées par ces récents événements.

Le tableau ci-dessous reprend les résultats pour le Comité d'Etablissement Siège et annexes :

EMPLOYES

Titulaires

	Voix	Elus
FO	703	1
CGT	1.529	4
CFDT	1.029	2
CFTC	301	_
SNB	286	_

Suppléants

P. L. A.	721	1
	1.520	2
	1.045	2
	295	
	266	-
		1.520 1.045 295

GRADES classes II à IV

Titulaires

	Voix	Elus
FO	517	1
CGT	1.264	2
CFDT	885	2
CFTC	341	-
SNB	746	1

Suppléants	S
------------	---

FO	429	_
CGT	1.268	2
CFDT	923	1
CFTC	348	_
SNB	777	1

Dans le collège employés, FO obtient deux sièges (1 titulaire - 1 suppléant). A noter que, dans ce collège grâce aux calculs du « plus fort reste », la CGT obtient 4 sièges avec 1.529 voix et FO seulement 1 siège avec 703 voix. Dans le collège gradés, FO obtient un siège en titulaire.

Il est intéressant de faire la comparaison des voix de FO tant par rapport à 1973 (élections de délégués du personnel) que par rapport aux autres syndicats et en particulier à la CGT

En fait, si l'on excepte la CFDT, qui a soutenu la grève et qui malgré tout stagne dans le collège employés et perd des voix dans le collège gradés, les syndicats qui ont gagné des voix sont ceux ayant été dans le camp de la grève.

Employés titulaires

	1973	1974	Diff.
FO	14,1 %	18,2 %	+ 4,2 %
CGT	45,9 %	39,7 %	-6.2 %
CFDT	26,9 %	26,7 %	-0,2 º/o
CFTC	10,3 %	7,9 %	-2,4 º/o
SNB	2,6 %	7,4 %	+ 5,2 %

Gradés titulaires

THE REAL PROPERTY.	1973	1974	Diff.
FO	9,2 %	13,7 %	Diff. + 4,5 % - 0,8 % - 4,5 % - 1,1 % + 2,1 %
CGT	34,5 %	33,7 0/0	-0,8 º/o
CFDT	28,1 %	23,6 %	-4,5 P/o
CFTC	10,2 %	9,1 %	- 1,1 º/o
SNB	17,5 %	19,6 %	+ 2.1 %

La grande perdante de ces élections est la CGT (voir tableau) qui, avec — 6,2 % dans le collège employés, paye sa politique de trahison durant toute la grève. En effet, alors que des milliers d'employés étaient en grève illimitée, la CGT se contentait d'appeler tous les trois jours à une journée d'action de 24 heures.

FO gagne 4,2 % en employés et 4,5 % en gradés. Ce gain représente l'influence que la section FO du Crédit Lyonnais-Paris a acquise dans la grève.

En effet, en votant FO, le personnel a voté pour ceux qui se sont déclarés dès le début du conflit pour la grève jusqu'à satisfaction; il a voté pour des militants qui non seulement ont proposé et fait élire les Comités de grève, mais qui ont toujours soumis tout au long de la grève leurs propositions aux votes du Comité de grève et des assemblées générales, et se sont inclinés devant la démocratie ouvrière.

Et les grévistes, qu'ils soient syndiqués ou non, ont voté nombreux pour ceux qui ont toujours fait passer les intérêts des employés avant la « publicité » pour leur « boutique » !

La SNB (Syndicat National de la Banque) augmente aussi sensiblement ses voix au Siège, mais surtout en agences (au détriment de la CGT, qui perd 12,9 % dans le collège employés).

Le SNB est un syndicat corporatiste. Il s'intitulait auparavant SNCB (Syndicat National des Cadres de la Banque) et a changé son sigle le jour où il a décidé de n'être plus seulement un syndicat de cadres. Durant la grève, il s'est déclaré pour la grève illimitée, soutenant, mais ne participant pas à l'occupation. Les déclarations de son représentant, lors des



Pendant la grève, lors d'une assemblée générale, le personnel décide de continuer la lutte.

assemblées générales, étaient combatives mais teintées aussi le plus souvent de démagogie.

Le SNB, comme il était prévisible, lâcha la grève dès lors que la direction commença à négocier et à céder.

Mais ce revirement ne fut en fait sensible qu'aux employés du Siège et des annexes, certaines agences reprenant déjà peu à peu le travail.

La section FO du Crédit Lyonnais a donc obtenu cinq élus (trois pour le Siège et annexes, deux pour les agences). Les élections de délégués du personnel auront lieu le 13 juin. Il est bien évident qu'il faut en attendre les résultats, car le personnel peut quelquefois voter différemment à ces élections qu'à celles du Comité d'Etablissement.

Mais ces premiers chiffres sont de toute façon encourageants pour les militants révolutionnaires qui, pour faire aboutir les revendications, ont plus compté sur la lutte que sur les discussions « à froid » autour du tapis vert.

AGENCES

Employés titulaires

Gradés titulaires

	1973	1974	Diff.		1973	1974	Diff.
FO	14,3 %	15,8 %	+ 1,5 %	FO	9,1 %	9,1 %	
CGT	48,9 %	36 %	— 12,9 %	CGT	28,6 %	24,6 %	-4 º/o
CFDT	29,9 %	28,4 %	— 1,5 %	CFDT	25,8 %	20,7 %	-5,1 %
SNB	6,8 %	19,6 %	+ 12,8 %	CFTC	6,5 %	6,6 %	+ 0,1 %
CFTC		_	_	SNB	29,8 %	38,8 %	+9 %

GAZ DE FRANCE

Une politique à courte vue

Malgré la remise en marche de l'usine de liquéfaction des gaz de Skikda, en Algérie, Le Monde de l'Economie du 28-5-74 écrivait que « les deux prochains hivers risquaient d'être difficiles pour les utilisateurs de gaz ».

D'aucuns suggèrent que la faute en serait aux interruptions répétées de l'usine de Skikda, et donc au gouvernement algérien.

Dans les faits, il n'en est rien. D'abord, il apparaît que le gouvernement algérien est totalement étranger à ces interruptions; mais, par contre, Technip, la société française qui a mis au point le procédé de liquéfaction des gaz utilisé à Skikda, aurait eu quelques diffi-

cultés financières avec le Gaz de France, et cela expliquerait peutêtre bien des choses.

Mais, plus que Skikda, ce qui explique les rumeurs de pénurie, c'est la politique actuelle du Gaz de France.

En effet, afin de pallier ses problèmes financiers, le Gaz de France a beaucoup développé ses ventes « domestiques », c'est-à-dire ses ventes aux particuliers.

La raison en est bien simple: le gaz est vendu plus cher aux particuliers qu'aux entreprises. Le problème, c'est que les particuliers ont une consommation irrégulière, plus élevée, bien sûr, l'hiver que l'été. Cela implique de grandes

possibilités de stockage et donc des investissements élevés.

Conclusion : le particulier, c'est plus rentable, mais cela nécessite des investissements que le Gaz de France ne peut pas faire parce que l'Etat refuse les crédits nécessaires.

Alors, on va rationner, refuser les nouveaux raccordements, supprimer certains contrats, etc.

Et tant pis pour l'utilisateur qui en pâtira. Tant pis s'il fait froid les deux hivers prochains : les utilisateurs achèteront des chauffages d'appoint électriques : cela fera monter les quittances!

Pascale ROBLET.



USINE : DANGER

la sécurité à l'ordre du jour

• DELLE-ALSTHOM (Villeurbanne)

Mardi matin, à l'atelier OM, un tuyau dans lequel circule de l'huile sous une très forte pression — près de 300 kg — a cédé au cours des essais. Un de nos camarades qui se trouvait à proximité a reçu le jet d'huile sur tout le corps et en particulier au visage où les yeux ont été très



sérieusement touchés. Il a dû être transporté à l'hôpital et il risque de perdre la vue, suite à cet accident.

Une nouvelle fois, la sécurité pendant notre travail est remise en cause et une nouvelle fois, il aura fallu un accident grave pour que nous puissions espérer avoir des protections efficaces.

Dès l'instant où la pression d'un liquide ou d'un gaz atteint plusieurs dizaines de kilos, des précautions et des protections doivent être prises. Un minimum de précautions est bien pris lors d'essais d'étanchéité, alors pourquoi la direction ne l'applique-t-elle pas systématiquement?

Non, ce n'est pas la fatalité ou un accident malheureux mais bien la sécurité des travailleurs à l'usine qui est traitée par-dessus la jambe.

fatalité?

NORMACEM (Lyon)

Mardi 21 mai, à 11 heures du matin, les casiers des arbres des rotors à UMM se sont effondrés.

Il n'y a pas eu de victimes. Chacun sait qu'à la CEM nous sommes obligatoirement sportifs; le patron nous faisant sauter à la corde toute l'année, nous avons de l'entraînement!

C'est le cas du camarade qui, au moment où les casiers sont tombés en cascade, se trouvait dessus et a dû sauter de casier en casier avant de se lancer dans le vide d'une hauteur de 2,50 m, tandis que 20 à 25 tonnes d'arbres s'affalaient par terre derrière son dos!

Encore une chance que personne ne se trouvait entre les casiers (un camarade venait à peine de sortir quelques secondes auparavant).

Les uns diront bien sûr que c'est la fatalité, en particulier les membres de la direction. Mais nous, nous savons bien que c'est le patron qui est pleinement responsable. Il est incapable de gérer l'entreprise autrement que pour faire des profits au détriment de notre santé et de notre vie.

D'un côté, on n'hésite pas à investir des sommes considérables dans du matériel, comme à FGM, matériel qu'on abandonnera peut-être s'il ne s'avère pas « rentable » même s'il soulage la tâche des camarades. D'un autre côté on empile pêle-mêle plus de 150 tonnes de ferraille dont chaque pièce pèse entre 10 et 60 kg dans un machin branlant que l'on rafistole périodiquement pour en agrandir la contenance en se fichant complètement du danger que cela représente pour l'ouvrier.

menu spécial

SNECMA (Gennevilliers)

Mardi dernier à la cantine, dans le « restaurant-cadres », les assiettes étaient bien remplies, mais la pitance était tellement dure qu'elle a fait crouler la table.

En effet, un morceau de béton s'est détaché, a traversé la verrière et est venu casser en deux une table. Cela aurait été drôle, si une personne n'avait été mise en danger : la serveuse s'était déplacée à ce moment-là, par chance.

La direction a fait démolir une partie du restaurant et le neuf est en construction; et, comme de bien entendu, elle ne s'est pas occupée de voir si l'ancien tenait encore : il faut démolir, eh bien, on démolit; il faut construire, eh bien on construit... et sans s'occuper de la sécurité.

Grâce à cette morale, à l'usine, on risque même sa vie en mangeant!

MORTS POUR LE PROFIT

pas de trêve dans les mines

• FOSSE-DECHY (Nord)

Deux morts et un blessé grave en moins de quinze jours dans le bassin, sans parler des nombreux accidents pour lesquels on ne fait pas de publicité.

Vendredi 18, c'est une galerie qui s'éboule à Bruay, tuant un ouvrier et en blessant un autre.

Samedi dernier, à Notre-Dame, un mineur est tué par une loco et un autre grièvement blessé.

Voilà le bilan de deux semaines de travail dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais.

Ce prix, en morts, blessés et silicosés, les mineurs le paient pour que les capitalistes puissent faire tourner leurs industries au moindre coût et dégager ainsi le maximum de profits.

Car, pour que le charbon du Nord et du Pas-de-Calais soit, d'après eux, rentable, les investissements sont stoppés, le personnel n'est plus formé, le matériel est renou-



velé au minimum et très souvent le travail se fait dans l'insécurité.

Mécanisation à outrance, cadences et conditions de travail plus dures, sécurité inadaptée ou inexistante, voilà les causes des accidents et de la silicose dans les mines.

Et la cause fondamentale de tout cela, c'est l'exploitation capitaliste.

NOS SOLUTIONS

au Gond-Pontouvre, nos camarades ont fait céder la direction !

• LEROY-SOMER (Sillac) Angoulême

Le mardi 21 mai, par un débrayage massif des travailleurs de l'usinage flasques, rotors et Gond-Pontouvre-Est, la direction était contrainte d'embaucher un travailleur temporaire qu'elle se disposait à licencier.

C'est bien commode pour la direction d'avoir à sa disposition un certain nombre de travailleurs intérimaires qui n'ont aucun moyen de se défendre et dont elle peut se débarrasser à sa guise. Elle avait d'ailleurs pris l'habitude de se débarrasser successivement de plusieurs ouvriers sur ce poste dès qu'ils avaient trois mois de présence. Ce sont là de véritables méthodes d'esclavagiste, qui ont provoqué à juste titre la colère des ouvriers du Gond-Pontouvre.

En débrayant à plus de 90 %, les équipes de l'usinage ont montré qu'ils n'entraient pas dans la combine du patron, qui cherche à nous diviser par des conditions d'embauche différentes. La leçon de cette action, c'est que la solidarité entre les ouvriers est payante et que, pour faire céder les patrons, nous devons nous battre tous ensemble.

pour un doigt, toute la main

• CREUSOT-LOIRE (Le Creusot)

Au moment où nous écrivons, la grève des Aciéries du Furan continue. Il y a entre 80 et 90 % de grévistes.

Rappelons les faits. La direction a infligé, il y a environ quinze jours, une mise à pied de trois jours à un travailleur.

Ce'ui-ci, refusant la sanction, se présenta à son poste de travail, ce qui entraîna son licenciement et son évacuation par les forces de police, appelées par la direction.

Ses camarades arrêtèrent alors spontanément le travail pour exiger sa réintégration immédiate et réclamer aussi la satisfaction de leurs revendications.

Les travailleurs du Furan ont donné une claque à leur patron, en lui montrant que la classe ouvrière est prête à réagir quand on touche à l'un des siens.

une seule solution : l'embauche

• PITIE-SALPETRIERE

Comme tous les ans, à cette époque, l'administration sort sa traditionnelle note de service nous interdisant de prendre plus de quatre jours de repos consécutifs pendant les mois d'été. Le motif de cette note, ce serait les vacances. Or les vacances sont un dû, ce n'est pas un cadeau que nous fait l'administration. Chaque agent qui part devrait être systématiquement remplacé. Cela n'est bien sûr pas le cas à l'hôpital et ceux qui restent doivent faire double travail.

Pour pouvoir prendre nos repos supplémentaires quand nous en avons besoin, il nous faut obtenir l'embauche massive de personnel.

EXCÈS DE ZÈLE

pousse pas on passe!

• RNUR (Flins)

Un certain nombre de petits chefs, fiers de leur situation et voulant gagner du galon, n'hésitent pas à faire du zèle

C'est le cas actuellement d'un petit chef au 65/84, qui subitement a décidé qu'aucun contrôleur ne doit partir à la cantine avant la sonnerie.

Ce fier-à-bras, non content de nous réprimander pour



cela, se place dans l'allée menant au restaurant et attend l'heure, ce qui lui donne l'occasion de se couvrir de ridicule.

Pourtant, lui, si fier d'être un ancien mineur et d'avoir connu de durs travaux, devrait tout de même comprendre que nous avons besoin de ces minutes pour nous rendre à la cantine. Sans quoi, nous n'avons pas le temps de manger. Et puis, nous ne sommes plus à l'école, pour devoir attendre la sonnerie alors que notre production est faite.



(Ph. Viollet)

(3)

RÉSUMÉ

Jean-Gaspard Bäuerle, après avoir passé quarante-cinq ans aux USA et y avoir fait fortune, fait route pour l'Allemagne, accompagné de sa fille Irène.

Son père, ouvrier menuisier à Siebenwasser en Würtemberg, avait dû émigrer à cause de sa haine de la Prusse et du despotisme Impérial. Jean-Gaspard est heureux à l'idée de retrouver l'Allemagne de ses rêves, devenue pour lui, depuis 1918, un pays démocratique. Mais, dans l'Allemagne qu'il retrouve, l'ambiance est en train de changer. On est en 1927.

Quand les Etats-Unis entrèrent en guerre, Bäuerle fêta ce jour comme l'aurore d'une ère nouvelle qui amènerait la destruction de l'esprit prussien et la libération de l'Allemagne. Dans toutes ses conversations, il parlait de la république à venir, dont le centre de gravité serait nécessairement en Allemagne du Sud. Il salua la décision de Wilson comme l'heure même où naissait la nouvelle Allemagne, comme la juste punition des crimes de 1848 et la vengeance des morts de Rastatt. Déjà, il voyait flotter sur les villes de sa patrie le drapeau de la liberté bourgeoise et renaître des décombres de l'Empire un nouvel Etat, un Etat qui donnerait enfin au peuple allemand dans le monde une importance conforme à son génie profond. Irène se souvenait du jour de l'armistice, quand père marchait surexcité dans les pièces, sautait au cou de Baker qui venait faire sa partie d'échecs, et s'écriait : « Enfin! je suis de nouveau un Allemand!».

Baker, renonçant à l'action après la mort de Casement, avait sacrifié son désir d'une victoire allemande à son amitié. Il avait passé toute cette nuit d'après l'armistice chez Bäuerle. Les deux hommes causèrent jusqu'au matin, et il sembla au Dr Baker que son ami n'avait d'autre désir que de rentrer au pays. Bäuerle ne rentra pas. Il resta dans son usine. Mais chaque soir, il était penché, à sa table de travail, sur de nouveaux projets. Il organisa des comités, qui envoyèrent des vivres et de l'argent en Allemagne. Il parla dans les clubs du devoir qu'avait le monde civilisé d'aider l'Allemagne. Il essaya de gagner de l'influence dans les journaux, organisa des fêtes champêtres pour demander l'aide morale et financière à la nouvelle Allemagne.

Aidez la République! Soyez généreux dans la victoire! Car vous n'avez pas battu l'Allemagne, mais sa caricature.

Bäuerle eut peu d'écho. On lâchait quelques dollars pour les enfants affamés, on applaudissait aussi quand Bäuerle parlait, mais on s'intéressait peu aux affaires européennes, maintenant que la guerre était finie. On voulait vivre, jouir enfin de la vie. Les Français sauraient bien mettre de l'ordre en Europe et on s'était assez longtemps querellé au sujet des Allemands. Ils devaient rester tranquilles une bonne fois et s'estimer heureux qu'on ne leur ait pas détruit leur pays et leur Etat, comme au fond ils le méritaient.

Bäuerle menait une lutte acharnée contre le Traité de Versailles. Il fonda une Ligue, acheta un journal où il déconseilla de traiter l'Allemagne en vaincue. Enfin l'heure était venue de pacifier le pays, en lui montrant par des actes que la guerre était dirigée contre le seul militarisme prussien. Le journal fit faillite, avec 50.000 dollars de déficit pour Bäuerle. La Ligue fut dissoute. On ennuyait le monde en parlant de l'Europe.

En marge d'un rapport sur Bäuerle, adressé par le consul général allemand à la Wilhelmstrasse, le rapporteur de Berlin écrivit :

« Déteste les Prussiens — démocrate utopiste — possède des glacières à Baltimore — de famille quarante-huitarde — sans importance politique aucune — intéressant tout au plus pour Croix-Rouge ou Œuvres de Secours à l'Enfance. »

Après le souper, Irène était allée se coucher. Les préparatifs du voyage, le départ de Baltimore, les premières heures dans la brise atlantique l'avaient fatiguée. Le père l'accompagna jusqu'à sa cabine, l'embrassa sur le front et lui dit qu'il allait encore une demi-heure dans le fumoir. Irène sourit. Elle savait que cette demi-heure serait la demi-nuit, mais elle était heureuse de voir son père si dispos, de la bonne humeur aussi avec laquelle il avait supporté les adieux. Irène n'aimait pas voir des hommes s'embrasser, mais quand sur le quai Baker et Bäuerle étaient tombés dans les bras l'un de l'autre en bégayant des mots niais, elle s'était tournée vers ses bagages, sans parler.

Oh, elle savait ce que sacrifait Père en quittant l'Amérique pour rentrer en Allemagne. Depuis un an, Bäuerle s'occupait de ce projet, tous ses amis le lui avaient déconseillé, mais il était entêté. Il était saisissant de voir cet homme de cinquante-sept ans rêver de sa jeunesse avec une exaltation croissante. Il était sérieusement résolu à quitter Baltimore pour rentrer dans sa patrie, comme il disait. A ce mot de patrie, ses yeux brillaient et ses paroles devenaient facilement incompréhensibles. Ses amis le disaient fou. Comment pouvait-il lier le soir de sa vie au destin d'un pays dont il était séparé depuis quarante-cinq ans ? Mais Bäuerle réduisait toute objection en fumée. Il devait rentrer en Allemagne, il le fallait, disait-il, aujourd'hui enfin régnait dans sa patrie l'esprit pour lequel son père avait souffert, aujourd'hui la grande heure du peuple allemand avait sonné et il voulait être là, lui aussi. Il prépara son déplacement en secret. Il transforma son usine en une société par actions et s'assura la majorité des participations. Il trouva un directeur, auguel il accorda sa confiance après un essai de six mois et se retira des affaires. Il examina soigneusement sa fortune et trouva que, malgré quelques pertes, il était encore très riche. Il fit venir un plan de Siebenwasser et chercha avec Irène le terrain où il bâtirait leur maison. Il étudia la nouvelle constitution allemande et prétendit qu'en aucun pays de la ter-

LUTTE OUVRIERE

FEUILLETON

re il n'y avait autant de liberté et qu'il était fier d'être un Allemand.

Irène aimait l'obsession de son père. Des nuits entières, elle restait assise auprès de lui, l'écoutant parler. L'industriel réfléchi, précis, renommé à Baltimore pour son objectivité et sa sûreté de jugement s'échauffait de plus en plus quand il parlait du Neckar, des forêts de son pays, des villages rouges assis tout ronds dans les vallées et quand il vantait ses villes et les collines où poussait la vigne. Il chantait des chansons à Irène, les lui jouait maladroitement sur l'harmonium, et quand il parlait de son enfance, de l'école, de la boîte à herboriser qu'il avait portée et de la capture des salamandres, il avait des larmes dans les yeux.

Irène faisait son bonheur du bonheur de son père. Le père était l'homme sur lequel elle se mesurait.

Elle n'oublierait jamais cette nuit où elle était revenue, toute trempée, à la maison. Père était debout sur la porte, il avait toute la nuit attendu l'enfant. Florence l'avait cherchée dans l'après-midi. Elles voulaient faire un petit tour dans les environs. En route, le jeune Taler et le jeune Brand étaient montés dans la Buick et ils étaient partis, très loin, vers la mer. Les garçons avaient emporté un gramophone. Ils s'étaient baignés, puis étendus dans les dunes. Ils avaient bu du vin mexicain, et Florence avait décrété qu'il fallait bien que ça arrive une fois Et elle avait disparu avec Taler entre les dunes. Le soir tombait et elle ne revenait pas. Irène était assise avec Brand derrière un buisson de genêts. Le gramophone jouait, la nuit tombait, Irène demanda où était Florence ? Alors, Brand se mit à rire et répondit qu'elle n'était certainement pas pressée, que cette chose avec Taler lui plaisait, Irène se taisait, et quand l'obscurité fut venue, Brand arrêta le gramophone. Nous sommes bêtes, au fond, dit-il. Irène le pria de la ramener. Son père l'attendait, et elle n'avait pas prévenu. Brand fit un bout de chemin avec elle à travers les dunes. Il lui demanda si elle était toujours encore jeune fille. Irène marcha plus vite. C'était bête, pourtant, dit Brand, et quel plaisir pouvait-elle bien y trouver? Irène commença à courir. La voix enrouée de Brand la suivait.

« J'ai le béguin pour toi depuis longtemps, et tu peux y aller tranquillement avec moi, je ne suis pas malade comme presque tous ceux du Club de tennis »

Irène courait.

«Une fois seulement », mendia Brand. Ils étaient au bord des dunes. Irène voyait déjà les lumières de la grande route automobile.

« Père, cria Irène, Père!»

Sous les larges phares d'une voiture qui arrivait, Brand la lâcha.

« Stupide chatte! » dit-il.

Ils allèrent à la voiture. Florence était là.

A côté d'elle Taler, avec un sourire fatigué.

« Etait-ce beau, darling » demanda Florence. Irène monta en voiture. Florence était assise à

côté d'elle. Irène ne disait pas mot. Florence fredonnait une chanson à la mode.

Quand ils eurent attendu un moment, Florence dit que c'était ennuyeux. Elle se glissa à côté de Taler, à l'avant, et Brand s'assit à côté d'Irène.

Taler éteignit les phares.

Irène restait raide. Elle gardait les yeux convulsivement fixés sur la montre lumineuse du tableau de bord. Elle voyait Florence enlacée par Taler. Elle sentait le contact de Brand, et l'entendit dire : ne sois donc pas stupide.

Il commença de caresser son épaule. Elle sentit l'odeur de son haleine. « Suis-je une bête? » pensa Irène. Et tandis que la main de l'homme était sur sa nuque et que, devant, Florence serrait Taler contre elle, Irène mit la main dans son sac, sentit la poignée de nacre, commença de compter, 21, 22, 23... et tira.

Il y eut un claquement aigu.

Irène sentit tomber la main dans sa nuque. Elle remit l'arme dans son sac. Elle était tout à fait calme. Elle sortit de la voiture. La pluie tombait en grosses ondées. Elle vit le radiateur chromé dans la lueur des éclairs, « Hello », entendit-elle crier Florence. Alors elle s'enfuit en courant. Personne ne la suivit.

Dans un petit bar, qu'elle trouva après une demiheure, elle but du thé. La tenancière lui offrit de sécher ses vêtements et de coucher dans sa chambre en attendant. Irène écrivit son adresse sur un billet, et posa un billet de dix dollars à côté. Elle but deux cognacs. Elle demanda une auto.

Une heure après elle était debout, trempée, de-

vant la maison de son père. La lumière dans le jardin brûlait. La pluie tombait toujours. Mais son père l'attendait.

Irène passa sur le gravier des chemins. Tout en elle était froid.

« Mon petit! » cria Bäuerle, et il courut vers elle.

« Je ne suis pas une bête », répondit Irène, et alors elle s'évanouit.

Le père la porta dans la maison.

Dans la cabine d'Irène était accroché un tableau. On y voyait une forêt touffue, des branchages emmêlés, de puissantes racines qui soulevaient le sol et, au milieu, une source dans la mousse. Un jeune homme portant le vêtement des étudiants du Moyen Age était étendu sur le bord : il portait une gourde à ses lèvres et tandis que les rameaux de la forêt se nouaient autour de lui, angoissants, mystérieux, sa bouche souriait à la fraîcheur de l'eau.

Irène connaissait le tableau depuis son enfance. Il était pendu au-dessus de la petite cheminée, dans la chambre de son père. Souvent, à la lueur du feu, elle avait contemplé la gravure et écouté son père lui lire des contes. Elle ne pouvait se lasser d'entendre l'histoire des sept chevreaux et toutes les fois qu'elle demandait à son père où étaient arrivées toutes ces merveilleuses histoires, où vivait le roi des grenouilles et Fallada, le cheval magique, il lui montrait l'image et lui répondait : en Allemagne, dans la forêt enchantée. Et chaque fois le cœur de l'enfant s'était enflammé à ces histoires. Elle écoutait haletante les peines et les malheurs des gens simples, qui ne veulent que le bien et qui en sont détournés par des rois méchants, des sorcières, des enchanteurs, et il lui semblait - l'enfant était très éveillée - que nulle part ailleurs l'homme n'est aussi bon et aussi méchant tout à la fois que dans ce pays que l'on nomme l'Allemagne. Souvent, quand le père terminait son récit, le méchant roi chassé, la méchante sorcière brûlée et le méchant enchanteur tombé dans le puits, Irène souhaitait que le beau jeune homme de l'image se levât, vint vers elle et l'emmenât dans cette forêt. Il n'était pas rare qu'elle trouvât son père devant cette image, perdu dans ses songes, et il promettait chaque fois à l'enfant de l'emmener un jour en Allemagne, dans cette forêt et à cette source. Et la nuit où Irène avait fui Florence et ses gigolos, il l'amena devant l'image et lui dit qu'ils allaient partir en Allemagne ; il achèterait une ferme avec beaucoup de champs et de bois, et là, loin de gens comme Florence et les mauvais fils de millionnaires de la nouvelle prospérité, Irène vivrait et deviendrait femme ; alors il parut à Irène que le jeune homme sur l'image bougeait et la saluait d'un sourire.

Irène se coucha. Elle éteignit le plafonnier et alluma la petite lampe de chevet. C'était un livre relié en rouge qu'elle ouvrit. Sur la couverture, on lisait en lettres d'or : Würtemberg. Irène lut : « Siebenwasser fait partie des vieilles villes libres de l'Empire. La ville est située sur le Neckar, le fleuve le plus aimable, le plus tendre de l'Allemagne. Entouré de hautes forêts, où domine le tronc clair du hêtre, la vallée du fleuve s'ouvre ici vers le Sud. La vigne est riche, les habitants sont gais et travailleurs. Depuis le début du siècle, la ville est en progrès constant. Elle groupe d'importantes industries : construction de moteurs, industries chimiques, textiles. Mais l'industrialisation n'a pas nui à ses charmes, ni à son authentique cachet sud-allemand. L'origine de cette ville si animée remonte au IX° siècle. Selon la légende, les sept fils d'un chevalier arrêtèrent ici, dans une petite vallée latérale, l'avance des Huns. Ils luttèrent héroïquement, et si longtemps que les paysans des villages épars à l'entour purent tous se réfugier dans l'enclos fortifié, aujourd'hui disparu. Les sept tombèrent par la trahison d'un pâtre, après avoir combattu deux jours entiers. Les Huns, cependant, frappés par cette résistance, se retirèrent. Lorsqu'on trouva les cadavres des Sept, de longs ruisselets rouges en coulaient, qui ne tarirent pas pendant plusieurs jours. Et quand on les ensevelit enfin, sept sources jaillirent de leurs tombeaux. En mémoire de leur mort héroïque, une ville fut bâtie, que l'on appela Sept-Eaux, Siebenwasser. »

Irène ferma le livre. Elle sourit à l'image sur le mur. Elle éteignit la lampe. Sous la force des machines, les cloisons lambrissées tremblaient imperceptiblement.

Le Braunschweig avait traversé la zone des vingt milles lorsque Jean-Gaspard entra dans le fumoir. Dans le coin gauche, tout contre la bibliothèque, il trouva une table libre. Il s'assit sous la lampe à pied et fit signe au steward.

« Je voudrais boire un vin, dit Bäuerle, vous savez, un vin qui soit vraiment allemand. Je ne suis plus allé là-bas depuis quarante-cinq ans. »

Le steward sourit et présenta la carte.

Bäuerle mit lentement, soigneusement ses lunettes et commença à lire. Il n'avait plus bu de vin depuis des années. Parfois Baker apportait une bouteille de vin mexicain, mais ce breuvage était trop lourd et trop quelconque aussi pour Jean-Gaspard. Autrefois, quand Juana vivait encore, le soir, sur la terrasse, ils buvaient souvent du bordeaux blanc, que Juana aimait par-dessus tout. Ils mangeaient des noix fraîches et Juana racontait des contes et des légendes du peuple des Indios, dont elle descendait. Bäuerle cligna des yeux sous ses lunettes. Il avait trop souvent pensé à Juana aujourd'hui. Il y a trois jours, il était encore sur sa tombe. Il s'était assis sans bouger sur le banc et avait contemplé les arbres nains du Japon qui sortaient d'entre les dalles blanches. Il avait parlé à voix haute, sans se soucier des gens qui passaient. Il avait raconté à Juana qu'il rentrait en Allemagne et Irène avec lui. Elle ne devait pas lui en vouloir, s'il la quittait, mais elle, elle avait trouvé la paix, et il allait maintenant la chercher lui aussi, avant de mourir, à Siebenwasser, où il était né, Irène grandirait là-bas, dans la patrie de son père, dans cette Allemagne qui avait enfin retrouvé sa liberté. Ils allaient vivre làbas; après avoir langui loin de son pays pendant quarante-cinq ans, il revenait enfin à l'endroit d'où il était parti. Et Juana pouvait être sans crainte. L'enfant prospérait et son regard planait toujours sur sa vie. Lorsque Bäuerle quitta la tombe, il écrivit avec un crayon aniline dans le coin au bas de la croix de pierre blanche : « Adieu », et à la sortie du cimetière, dans le pavillon, il paya l'entretien pour cinq ans à l'avance.

Bäuerle n'arrivait pas à se retrouver dans cette carte des vins. Il lisait les noms à mi-voix, pour chasser le souvenir de Juana, mais en dehors du son, ils ne lui disaient pas grand-chose :

«Bon dieu noir», «ventre de truie», «cent matins», «chatte noire», «sentier d'âne», «vierge folle»... Jean-Gaspard se tourna embarrassé vers le steward.

« Si Monsieur me permet un conseil, je lui recommanderai du Schwarzlay d'Urzig. »

Bäuerle fit un signe d'assentiment. Le steward apporta la bouteille. Le vin luisait jaune devant Jean-Gaspard. Le navire voguait doucement sur la mer étale dans la molle lumière de la lune.

« Je rentre », pensa Jean-Gaspard Bäuerle.

Il ferma les yeux.

La force du vin animait son sang.

Le soir était froid, cette fois-là, quand il était arrivé à Princetown. Devant la gare, la pluie tombait, mêlée de neige. Jean-Gaspard avait serré sa valise entre les jambes, essayant de lire à la falote clarté des lampadaires de la gare le billet que lui avait donné son oncle. « Miss Dorpfield, lisait-on, Washington street 119. » Jean-Gaspard s'enfonça dans la pluie, dans la ville pauvrement éclairée. Il fallait trouver Miss Dorpfield. Il allait habiter là, la chambre et les repas étaient payés un mois à l'avance. C'était tout ce que pouvait donner l'oncle après cette récolte manquée. Et mère était morte. Elle lui avait laissé trente dollars. Jean-Gaspard les portait dans un sachet sur la poitrine.

La maison était située entre des usines. C'était une baraque. Miss Dorpfield en avait fait quatre pièces en mettant des cloisons de bois. Quand Jean-Gaspard entra, cela sentait le médicament et la camomille. Miss Dorpield était assise dans la cuisine, la joue enflée. Elle avait la figure voilée comme une veuve. Sous les voiles noirs, les cataplasmes la brûlaient.

Elle donna à Jean-Gaspard un réduit où se trouvait un matelas, une chaise, et sur la chaise une cuvette pour se laver. La chambre avait six pas en longueur, trois en largeur. Elle n'avait qu'une fenêtre brisée, dont la moitié était fermée par un carton

Trois ouvriers des laminoirs voisins habitaient encore dans la baraque. La veuve Dorpfield préparait les repas, mangeait et dormait dans la cuisine. Sa nièce, une rouquiné petite et bossue, les yeux toujours enflammés, faisait les chambres. Jean-Gaspard la surprenait souvent à renifler les draps des hommes.

A sulvre.

cinéma

TOUTE UNE VIE

'EST long, c'est ennuyeux, cela n'a ni queue ni tête. Car il ne suffit pas de vouloir entremêler plusieurs thèmes, plusieurs morceaux de la même vie, pour faire un film intelligent. Même dans le fouillis, le cinéma exige une certaine construction, au moins pour que le spectateur ne parte pas sur plusieurs fausses pistes, sans jamais savoir où on veut l'amener.

Il s'agit, paraît-il, d'une fresque sur le XX° siècle. Pas moins. Certes, le sujet était ambitieux et délicat. Il en ressort tout au plus quelques flashes sur certains des grands événements de notre époque (l'épisode sur la guerre de 1914 est d'ailleurs l'une des rares réussites du film), qu'on nous débite parfois à la manière d'un gentil élève qui récite une leçon d'histoire à laquelle il n'a pas compris



grand-chose. Ou bien Charles Denner, en magnat de la chaussure, nous assomme de généralités sur l'Homme, le capitalisme, la gauche, la droite, Mao, auxquelles il ne semble pas croire lui-même, et on le comprend.

Ajoutez à cela les pires clichés sur la jeune et riche héritière à qui son papa offre un tour du monde pour oublier un chagrin d'amour et qui, à la mort du cher papa, décide de donner son usine aux ouvriers. C'est presque du Jean Yanne...

On est d'autant plus désolé devant tant de médiocrité que Lelouch nous a habitués à un autre style, tendre et chaleureux, que l'on retrouve par petites touches et qui aide à supporter les deux heures et demie de projection... Souhaitons qu'il y retourne bien vite. Le film à thèse et la dissertation politico-philosophique ne sont décidément pas pour lui.

Hélène DURY.

livres

Le petit livre juridique des travailleurs immigrés

E petit livre édité par F. Maspéro donne d'une manière très claire les différentes conditions à remplir pour un travailleur immigré pour pouvoir séjourner et travailler en France (même s'il est entré clandestinement).

Ces indications seront très utiles aux militants qui pourront guider et aider des travailleurs en difficulté. Pour cela il faut savoir que, derrière la dénomination générale de « travailleur immigré », on distingue trois catégories de travailleurs : les Algériens, les travailleurs d'Afrique Sud-Saharienne francophone et de Madagascar, ensuite les travailleurs européens de la CEE, et enfin tous les autres. A chaque catégorie correspondent des conditions particulières, des papiers différents à obtenir. L'opuscu-

le résume ces conditions à remplir, catégorie par catégorie.

A la fin du livre figure une liste d'organismes non gouvernementaux vers lesquels on pourra orienter un travailleur menacé d'expulsion ou qui a tout autre problème. On trouve aussi une bibliographie des ouvrages les plus intéressants parus sur la question.

En résumé, un livre utile pour les militants.

(Groupe d'Information et de Soutien des Travailleurs Immigrés) - Ed. Maspéro : 7 F.

G.I.S.T.I.: 15, rue Gay-Lussac, Paris 5° - Tél. 033-52-07. Permanence juridique tous les samedis matin, de 10 à 12 h.

télévision

SÉLECTION DE LA SEMAINE

Mardi 11 juin

DEUXIEME CHAINE (20 h 35) :

LES DOSSIERS DE L'ECRAN.

Après la projection d'un film de Elia Kazan : Panique dans la rue, un débat sur les problèmes de la propagation des épidémies au XX° siècle. Avec Pierre Charbonneau, directeur général de la Santé Publique en France, cette discussion risque fort de ne pas traiter les vrais problèmes.

Mercredi 12 juin

PREMIERE CHAINE (20 h 35) :

LE GRAND ECHIQUIER.

Un spectacle qui promet d'être varié et intéressant. Jazz, musique classique, folklore grec et argentin, flamenco, etc. avec Joan Baez, Mikis Théodorakis, Pierre Atlan et bien d'autres artistes de qualité.

Jeudi 13 juin

PREMIERE CHAINE (18 h 50) :

LA VIE EST LA : Un métier, une mère.

Une journée de travail d'une infirmière spécialisée, panseuse au service d'ophtalmologie de l'hôpital Saint-Antoine à Paris. Quelques problèmes des infirmières vus par l'une d'elles et sa fille.

52, MAGAZINE DE GRAND REPOR-TAGE.

Cette semaine, entre autres sujets, un premier reportage sur la grève organisée par des syndicalistes protestants qui a paralysé l'Irlande du Nord.

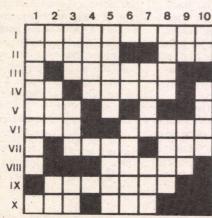
Vendredi 14 juin

PREMIERE CHAINE (21 h 35) :

24 Heures sur la Une présente : Au rendez-vous des grands reporters.

Cette semaine, les sujets abordés seront Belfast et la guerre civile et la politique de Sadate.





HORIZONTALEMENT. — I. Mini-jupe grecque. — II. Ça coupe! - A les pieds dans l'eau. — III. C'est un doux rêve. — IV Pronom - Son trait rapproche. — V. II ne faut pas le remplir à ras! — VI. Enleva - Nom d'un chien!. — VII. Lac - Eut le courage. — VIII. Allonge. — IX. Des bavards - Se trouvent toujours dans l'art. — X. Indivisible - Peine.

VERTICALEMENT. — 1. Propos sans valeur. — 2. Dans la gamme - Intéressant s'il est gros - Une révolution. — 3. Ça n'est pas le Pérou - N'y faites pas tomber vos projets - Note. — 4. Vêtement de scène. — 5. Sans vigueur - Réfectoire à huiles. — 6. Grecque - Pose. — 7. La mer en regorge - Mauvaise conseil-lère. — 8. Attache - Repose. — 9. On les trouve dans la poubelle - Hardi. — 10. Fin de journée - Fit feu.

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT



L'Irlande au bord de la guerre civile

Coup sur coup, l'annonce de la mort du gréviste de la faim irlandais Michael Gauchan dans une prison de l'île de Wight et le lent supplice imposé par les autorités britanniques à deux autres militantes catholiques irlandaises, elles aussi grévistes de la faim, et alimentées de force à la sonde, les sœurs Price, ont soulevé une profonde émotion en Irlande.

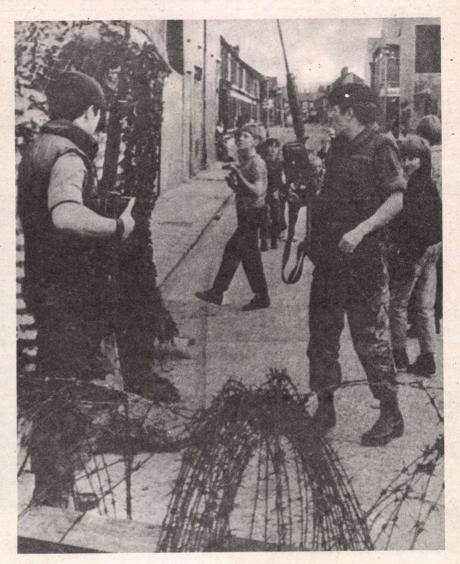
Le 7 juin dernier, les deux sœurs Price ont finalement décidé d'interrompre leur mouvement. L'IRA n'a pas eu à mettre à exécution ses menaces de représailles sanglantes au cas où les deux militantes viendraient à mourir dans leur prison de Londres. Mais la situation irlandaise n'en demeure pas moins surchauffée et explosive. Attentats et scènes de violence se multiplient dans ce petit pays déchiré par les haines sociales.

Et la situation politique est à l'image de cette nouvelle flambée de haine entre les deux communautés religieuses, protestante et catholique. En effet, à la suite de la grève des travailleurs protes-

tants qui a paralysé le pays pendant une quinzaine de jours, le chef de l'exécutif d'Irlande du Nord, Bryan Faulkner, a démissionné. Et avec sa démission s'est écroulé tout le fragile équilibre qui avait été mis en place en décembre dernier, après les accords de Sunningdale et l'instauration d'un Conseil de l'Irlande composé de représentants des deux communautés élus à la proportionnelle.

A nouveau, c'est la guerre ouverte, une guerre sans issue, tant la haine et le nationalisme exacerbé ont creusé un fossé profond entre les deux communautés. C'est par une politique ultra-nationaliste criminelle que les dirigeants protestants ont réussi à entraîner les travailleurs et tous les Irlandais pauvres, les protestants comme les catholiques, dans une guerre fratricide qui n'ouvre aucune perspective d'émancipation sociale, de liberté et de mieux-être pour tous, mais qui laisse planer de façon de plus en plus lourde la menace d'un bain de sang.

Michelle VERDIER.



Aux Antilles, de septennat en septennat

La répression coloniale continue

Après le puissant mouvement de grèves qui a ébranlé la Martinique en février, entraînant tous les secteurs de la classe ouvrière dans la lutte : ouvriers agrico'es, du Bâtiment, des Docks, de l'Electricité, du Commerce, etc., et qui a entraîné la mort de deux hommes, des ouvriers agricoles, et de nombreux blessés chez les travailleurs martiniquais, le « retour à l'ordre co-Ionial » se poursuit. La bourgeoisie coloniale, effrayée en février, a repris très vite son arrogance et son cynisme coutumiers : arrestations, perquisitions chez des militants connus et des ouvriers combatifs.

Aujourd'hui, des ouvriers agricoles et des militants anticolonialistes, ceuxlà mêmes qui ont essuyé les balles des gardes mobiles lors de la tuerie de Chalvet le 14 février au Lorrain, sont traînés devant les tribunaux et passibles de lourdes peines de prison. Le 3 mai, les juges ont requis dix-huit mois de prison ferme pour Cabort, accusé de « provocation au meurtre non suivie d'effets ». Les autres, Fonsat, Zamor, Ferdinand, Cretinoir sont accusés d' « entrave à la liberté du travail ». alors que l'un d'eux, qui faisait partie de l'équipe de débauchage des ouvriers agricoles assaillie par les gardes mobiles à Chalvet, a reçu une balle dans le poumon gauche lors de la fusillade.

Le 3 mai, le procès a rassemblé cinq cents personnes, jeunes, travailleurs, scandant « Libérez les patriotes ! », « A bas la justice coloniale!» autour du Palais de justice de Fort-de-France. Mais aucun d'eux n'a pu pénétrer dans la salle d'audience : le tribunal était bouclé et bien sûr entouré de forces de police. Et si le procès a été renvoyé au 28 juin, c'est parce que cette justice colonialiste elle-même a été prise à son propre piège : en effet, l'article du code pénal relatif à la « provocation au meurtre » et datant du temps où, avant d'être « DOM », la Martinique était « colonie française », n'a pas été suivi d'un décret d'application nécessaire à la Martinique par le gouverneur de l'époque. Les avocats ont donc exigé l'annulation de l'acte d'accusation. Mais le fait que les juges ont requis dix-huit mois de prison ferme pour Cabort en dit long sur la volonté de répression inhérente au sys-

Voilà donc ce que devient le fameux « droit de grève » dans ces pays d'outre-mer que l'Etat français qualifie de « départements ». C'est la répression brutale et sanglante des travailleurs en lutte, puis les tribunaux et la prison pour ces mêmes travail-

Mais il n'est pas dit que le colonialisme français pourra impunément continuer à opprimer et bafouer ainsi la dignité de tout un peuple que se bat pour sa liberté. Les travailleurs martiniquais l'ont prouvé en février en criant par milliers « Liberté chez nous ! ». Et ils le montreront encore le 28 juin en étant nombreux à dire « Non à l'arbitraire colonial ! ».

Le Kurdistan sous les bombes

UN COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION DES ETUDIANTS KURDES EN EUROPE

La dictature militaire baasiste d'Irak a repris, depuis fin mars, ses bombardements massifs des villes et des villages du Kurdistan. En l'espace de six semaines, plusieurs villes dont Zakkho (25.000 habitants), Qala Diza (20.000 habitants) et une centaine de villages ont été entièrement ou en grande partie détruits par les bombardiers irakiens Mig 17, Mig 19, Mig 21, Tupolev 22, etc., lancés dans une guerre de destruction aveug'e et totale.

Le but recherché étant de punir, de terroriser plus de 2,5 millions de Kurdes qui refusent de se soumettre inconditionnellement à la loi de ce régime dictatorial, qui luttent depuis 1961 pour un Kurdistan autonome dans le cadre d'un Irak démocratique, et restant plus que jamais unis sous la direction de leur leader le général M. Barzani. Aucun centre d'habitation, aucun objectif civil - mosquées, églises, éco'es, hôpitaux - n'est épargné par ces raids terroristes qui ne sont pas sans rappeler les tristes souvenirs de Guernica et de Hanoi.

Devant les pertes considérables en hommes et en matériel que lui infligent les guerilleros kurdes en un mois de combat, quatrevingts chars, quatre avions et quatre hélicoptères détruits, plusieurs centaines de soldats irakiens tués - devant l'impossibilité d'une victoire militaire sur les Kurdes, l'armée irakienne, dans la plus pure tradition des guerres coloniales, se venge sur les populations civiles, sans défense. Rien qu'à Qala Diza : cent trente et un civils, principalement des femmes et des enfants, ont été tués, et trois cents blessés. Ce n'est qu'un exemple parmi des dizaines de cas analogues.

Le 14 avril dernier, onze patriotes kurdes, nombres du PDK, torturés dans les geô es de Bagdad, amputés de leurs membres, ont été pendus dans la ville kurde d'Erbil, pour terroriser la population. Le 30 avril, cinq étudiants kurdes de l'Université de Bagdad, dont une jeune fille, Leyla Kassem, ont été condamnés à mort et exécutés.

Le bilan est très lourd pour cette dictature sans scrupule du Baas qui a érigé le gangstérisme, les pendaisons publiques, la liquidation physique de ses opposants en méthodes de gouvernement et qui a assassiné des centaines de progressistes et de patriotes arabes et kurdes.

Face à la terreur, face aux menaces d'extermination, la résistance s'organise et se renforce dans le Kurdistan libéré - entièrement administré par la révolution kurde où vivent plus de 1,5 million de personnes. Depuis la reprise des bombardements, cent mille personnes environ ont quitté les villes pour rejoindre la région libérée. Parmi eux : quatre mille enseignants, dix mille lycéens et étudiants, trois cents ingénieurs, une centaine de médecins, plusieurs milliers de soldats et d'officiers de l'armée irakienne, de très nombreux démocrates et patriotes arabes fuyant la répression, les principaux militants de la direction centrale du PCI (pro-chinois) ainsi que des militants du PCI (pro-soviétiques), etc.

La France négocie actuellement avec cette dictature criminelle et antipopulaire d'importants accords de ventes d'armes, d'hélicoptères, etc., destinés à être utilisés au Kurdistan.

Nous appelons tous les jeunes, ouvriers et étudiants, toutes les forces démocratiques à organiser partout et dans tous les domaines le soutien à la lutte du peuple kurde pour sa libération nationale, pour la libération des peuples, pour la démocratie en Irak, contre la dictature criminelle, arbitraire et de pillage au pouvoir à Bagdad, et à agir pour empêcher la France de se rendre complice de ces crimes.

HALTE AUX BOMBARDEMENTS TERRORISTES!

HALTE AUX MARCHANDS DE

Juin 1974.